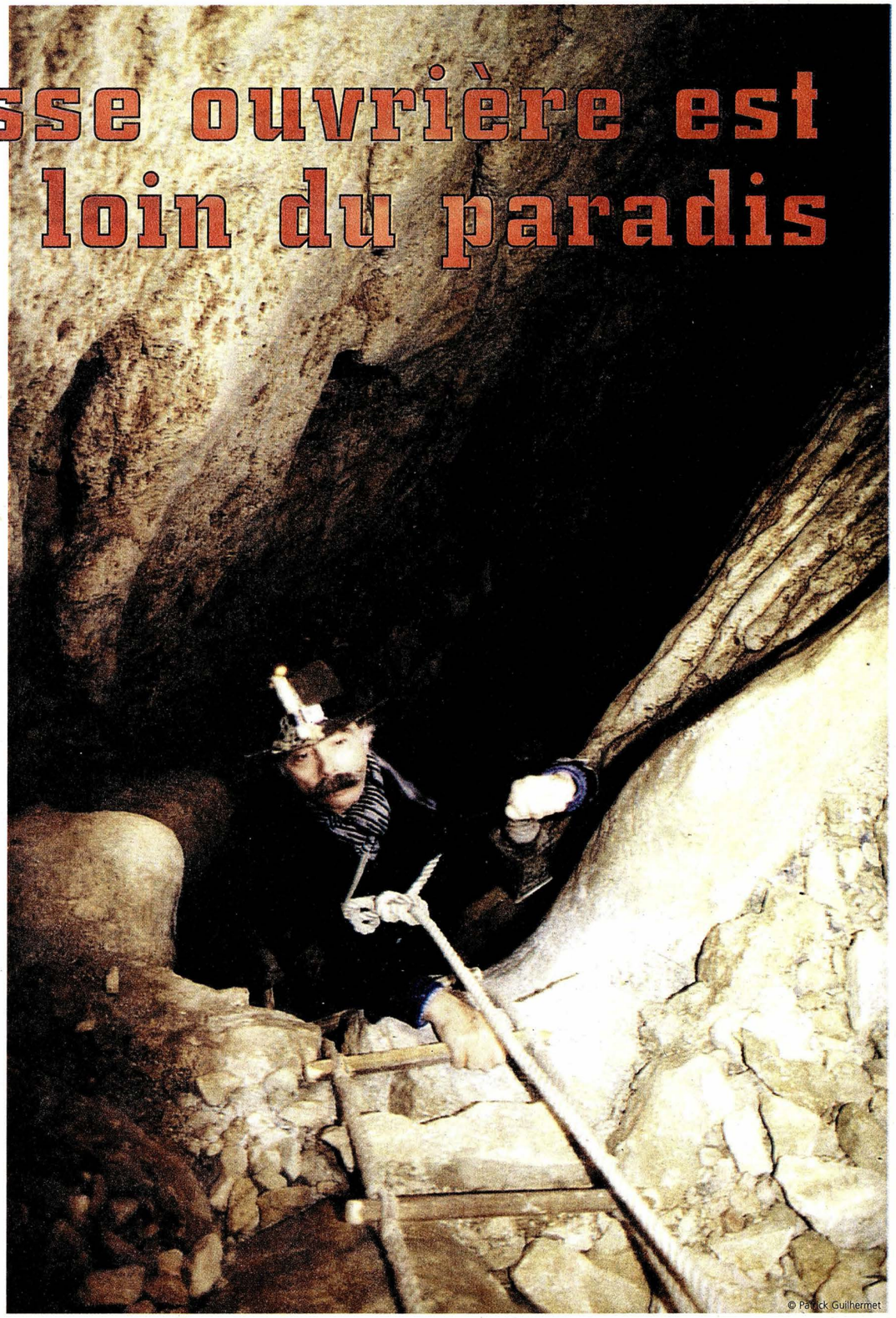
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

La classe ouvrière est encore loin du paradis


© Patrick Guilhermet

La Sécu au bord du gouffre : et si Raffarin faisait un pas en avant ?

P'tits LU en lutte : plongée dans les abysses de l'exploitation.

Village féministe : une mine d'enseignements pour les antiautoritaires.

M 02137 - 1330 - F: 2,00 €

2€
0026-9433

« Qui remplacera les dieux, les rois, les prêtres, si ce n'est l'individu libre, confiant dans sa force ? La foi naïve s'en va. Place à la science ! Le bon plaisir et la charité disparaissent. Place à la justice ! »

Pierre Kropotkine

hebdo n° 1330
du 2 au 8 octobre 2003

Sommaire

Pendant les vacances **on brade les chômeurs**, page 4

L'actualité politique sous la patte de l'**autruche** de F. Ladrisse, page 5

Francis Mer, **le marteau pilon** des prolos, par Émile Vanhecke, page 5

Alstom, une mascarade libérale de **l'État providence**, par Max Lhourson page 6

Canicule, il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, par Justhom et Guy, page 7

Bush libère les terroristes provie, par la commission antipatriarcale, page 8

Intermittents, des salariés qui rapportent, par Michèle Rollin, page 9

LU, chronique d'une lutte contre les restructurations, page 11

Nikonoff, une mauvaise **soupe** dans un vieux pot, par Fred, page 16

Un **point** précis près du Vaaag, par Francis Dupuy-Déri, page 18

Rajsfus, parole de **cognes**, par Patrick Schindler, page 21

Agenda et **Radio libertaire**, page 22

Ana chérie, page 23

Annonces, page 23

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ **Prénom** _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ **Ville** _____

◯ **Chèque bancaire** ◯ **Virement postal** (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Éditorial

Le 24 septembre, les députés européens ont voté une directive tendant à réglementer le dépôt de brevets pour les programmes informatiques. Au départ, très certainement sous la pression des grands éditeurs de logiciels, le texte prévoyait de larges possibilités de création de brevets. Suite, entre autres, à la pression des défenseurs du logiciel libre, de nombreux amendements ont été déposés, réduisant drastiquement le champ d'application de possibles brevets. Sans entrer dans les détails, il suffira de dire que les partisans d'une informatique libre ressentent le texte comme une victoire, sachant toutefois que le mode de vote adopté nécessite une révision du texte, ce qui laisse à penser que rien n'est définitif.

Que nous importe? Qu'ils votent si ça les amuse. Nous n'allons pas, anarchistes, nous mettre à scruter les gesticulations d'une bande d'individus mus par la volonté de réglementer et normaliser tous les comportements humains.

Cependant, dans l'opposition à ce projet, personne n'a posé la question, pourtant fondamentale, de la légitimité du brevet. On trouve les brevets logiciels mauvais parce qu'ils « tuent l'innovation », « nuisent à la compétitivité ». Mais, fondamentalement, quelle raison peut justifier l'accaparement par un individu ou un groupe d'individus d'une invention, quelle qu'elle soit? Car si ces individus ont pu prendre le temps d'inventer quelque chose, c'est qu'ils n'avaient pas à se préoccuper de leur survie, que la société dans laquelle ils vivaient leur fournissait la nourriture, le logement, l'éducation sans lesquels ils n'auraient rien trouvé. Ils devraient trouver tout naturel de rendre à leurs contemporains les fruits de leurs cogitations, en permettant à tout un chacun de les utiliser, sans contrainte, librement. Déposer un brevet n'est rien d'autre que voler à tout le monde ce qui appartient à tout le monde. Mais la tendance est plutôt à tout breveter.

Cela n'est possible que parce que les bases de notre société ont été imposées par des bandes de voleurs avides de pouvoir et de puissance qui ont tout mis en place pour assurer leur opulence, au mépris des peuples qui les font vivre. Leur hold-up semble presque parfait, tant nombre d'opposants n'osent même pas remettre en cause ces bases.

Dans ce marasme idéologique, les anarchistes continueront de porter leur projet pour un monde de partage, d'entraide et de solidarité, projet qui n'aboutira pas sans une remise en cause radicale et sans concession de ce que les puissants voudraient que l'on considère comme acquis une bonne fois pour toutes.

Le trou de la Sécu réalité ou fantasme ?

Michel Sahuc

Revoilà le « trou de la Sécu ». Celui-ci dure depuis des années. Il est à géométrie variable, sans que les assurés puissent réellement vérifier la validité des chiffres fournis. En fait, ce fameux déficit de la Sécurité sociale réapparaît à chaque fois qu'un gouvernement veut justifier de nouvelles mesures, attaquant le niveau de vie des salariés et leur droit à la santé. D'après le rapport Chadelat qui a été remis en avril dernier au ministre de la Santé, Jean-François Mattei, le mobile actuel n'est autre que le retour au déficit. Après les années sombres de la période 1993-1996, le régime général de la Sécurité sociale avait connu trois années d'excédents en 1999, 2000 et 2001. En 2002, malgré des prévisions tablant sur un léger solde positif, un déficit de 3,4 milliards d'euros a été enregistré, selon les chiffres de la commission des comptes de la Sécurité sociale. Après trois années de fragile équilibre, la Sécurité sociale (branches vieillesse, famille et maladie) aurait creusé un trou de 3,4 milliards d'euros en 2002 en raison d'un prétendu dérapage des dépenses de santé. Le gouvernement met en avant des chiffres destinés à frapper et à culpabiliser les esprits: le déficit devrait atteindre au minimum 8 milliards. Des quatre branches du régime général (accidents du travail et maladies professionnelles, vieillesse, famille et maladie), c'est la branche maladie qui a les plus grandes difficultés financières. Pour 2003, les pronostics de la Commission des comptes sont un découvert de 9,7 milliards d'euros, avec une croissance des dépenses estimée à près de 6 %, contre les 5,3 % inscrits dans la loi, soit un dépassement de plus de 720 millions d'euros par rapport à l'objectif. En quatre ans, les dépenses d'assurance-maladie auront augmenté de 26 %. La commission des comptes rappelle que « la branche maladie a été en déficit chaque année depuis 1990 » et signale que le déficit attendu pour 2003 « serait le plus élevé jamais enregistré »[1].

En réalité, ce bilan catastrophique cache la préparation par le gouvernement conservateur d'une réforme de l'assurance-maladie que vise le non-remboursement ou la baisse du remboursement de nombreux médicaments, le transfert de la couverture vers des complémentaires ou des assurances privées: en fait, l'instauration d'une médecine à deux vitesses et une privatisation de la santé. Et, comme pour le dossier des retraites, quoi de mieux qu'un déficit, présenté comme un gouffre financier, pour faire passer des mesures antisociales?

Le triste bilan de l'été

Après la baisse du taux de remboursement de nombreux médicaments en avril, puis le déremboursement total d'autres produits en août, une campagne de mise en condition avait été engagée au cours de l'été pour persuader le public que les personnes âgées se soignent trop, qu'elles seraient parmi les principales responsables du déficit de la Sécurité sociale. La direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie avait déjà décidé d'inciter les médecins à ne pas dépasser cinq produits par ordonnance pour les plus de 70 ans. La Cour des comptes avait établi un rapport allant dans le même sens. D'après le quotidien *Aujourd'hui-le Parisien*, qui en publie des extraits, « en 2001, les plus de 65 ans, soit 16 % de la population [consommeraient] 39 % des médicaments ». Ce rapport affirmerait aussi que les personnes âgées « consomment de trois à quatre fois plus [de médicaments] que les autres ». Il n'y avait pas besoin d'être grand clerc, ni de faire intervenir des statistiques, pour savoir que les rhumatismes chroniques ou les maladies cardio-vasculaires augmentent avec l'âge.

suite page 4

Suceurs de sang

Les statistiques de l'emploi ne sont pas bonnes pour la rentrée et surtout pour la fin de l'année. Les gouvernants veulent encore une fois leurrer les Français, et ils prennent les devants. Ils ne peuvent pas se permettre une augmentation trop importante du chômage; du moins, il faut faire en sorte que ce ne soit pas trop visible. Alors commencent les grandes manœuvres et tous les outils sont mis à disposition: Assedic, ANPE, Apec, avec comme seul objectif de traquer le chômeur qui ne cherche qu'à tricher, à obtenir des aides en ne fichant rien. Tout cet ensemble s'attèle à cette tâche avec beaucoup de conviction et d'ardeur.

M., dès la fin du mois de juillet, reçoit un coup de fil des Assedic, lui signifiant que ses droits sont modifiés; vous avez certainement reçu un courrier? Face à une réponse négative, dans les jours qui suivent, une lettre lui est adressée, ne lui expliquant rien, mais lui indiquant que d'après les nouvelles dispositions, la durée de ses droits serait diminuée. Puis très rapidement, une nouvelle lettre est envoyée, lui signifiant qu'il ne serait plus indemnisé que jusqu'à fin décembre 2003, au lieu de fin avril 2004. Sans aucune motivation! Puis l'ANPE prend le relais: M. reçoit un courrier de cette structure, 8 mois après son premier entretien, lui demandant de venir subir un TRE (Technique recherche d'emploi). Quelques mois plus tard, il reçoit un nouveau courrier de l'ANPE, lui demandant de venir à l'agence avant le 28 août 2003 afin de faire le point sur ses démarches de recherche d'emploi. Que de sollicitations! Que d'intérêt pour une même personne! Alors que ces organismes n'ont à aucun moment proposé une seule offre d'emploi, ils profitent des vacances pour liquider encore plus de dossiers, purger les chiffres de statistiques des chômeurs. Ils traquent les demandeurs d'emploi qui ne rentrent pas dans les cases et malheur à qui se fera prendre.

P. reçoit un coup de fil de l'Apec le 12 août dernier car l'ANPE a chargé cet organisme destiné aux cadres d'enquêter sur lui, 8 mois après son inscription à l'Apec.

P. avait trouvé un emploi en mars de cette même année et avait pris soin de prévenir l'Apec. Pourtant, 5 mois après, cet organisme lui téléphone pour vérifier s'il travaille toujours. Pourquoi tant de sollicitude? Parce que tout demandeur d'emploi, cadre, est inscrit à l'Apec par les bons soins de l'ANPE et celle-ci finance l'Apec pour aider les chômeurs à retrouver un emploi. Être chômeur rapporte gros à certains organismes; vive le chômage! Il est vraiment urgent de virer tous ces suceurs de sang!

G. et J.

Forum social libertaire
Salon du livre anarchiste

Du 11 au 16 novembre se tient, à Paris et Saint-Ouen (93), le Forum social libertaire, en parallèle au Forum social européen. À l'initiative de quasiment toutes les organisations révolutionnaires libertaires francophones, en prolongement de la campagne contre le G8 en juin à Évian, il s'agira d'un événement politique important. Le Forum social européen de Florence, en novembre 2002, avait eu son « in » et son « off ». Baptisé le Hub, ce « off » avait rassemblé un certain nombre de mouvements radicaux, parfois d'inspiration libertaire, qui avaient animé un espace autonome extrêmement vivant, jugeant que le côté « professoral » du FSE ne reflétait pas suffisamment la radicalité et la dynamique du mouvement contre la mondialisation capitaliste.

C'est dans cet esprit que se situera le Forum social libertaire de Paris et de Saint-Ouen, même s'il sera différent dans sa nature, puisqu'il s'agira d'un événement spécifiquement anticapitaliste et libertaire, se plaçant clairement en rupture avec le système actuel, n'ayant recours à aucune subvention, et refusant la logique électorale. D'un côté, le FSL se veut porteur d'une expression critique par rapport à une certaine institutionnalisation du mouvement altermondialiste dont les récentes attaques de MM. Nikonoff et Cassen, respectivement président et président d'honneur d'Attac, contre les « gauchistes », ne sont que l'aspect le plus flagrant.

D'un autre côté, le FSL sera un temps fort de réflexion et d'échange sur les pratiques, les luttes, les expérimentations sociales, en nous situant clairement dans la logique d'une transformation radicale de la société. À nous de prouver que les libertaires peuvent représenter une force non négligeable dans le contexte actuel.

Alternative libertaire, Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, Confédération nationale du travail, Coordination des groupes anarchistes, Fédération anarchiste, réseau No Pasaran, Offensive libertaire et sociale, Organisation communiste libertaire, Organisation socialiste libertaire (Suisse).

Demandez l'programme!

Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris
Librairie Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris
CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris
CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

Le trou de la Sécu, réalité ou fantasme? suite de la page 3

Cette façon de prouver des évidences n'était pas innocente: il s'agissait à la fois de culpabiliser les retraités, pour qu'ils acceptent de restreindre leur consommation, et de préparer des mesures pour les y contraindre. Et ce sont évidemment les retraités les plus pauvres, ceux qui sans la Sécurité sociale n'auraient pas les moyens de se soigner, qui seront les plus touchés. Cette campagne fut rapidement étouffée, devant le chiffre scandaleux d'au moins 11435 personnes âgées mortes pendant la canicule de cet été. Chiffre monstrueux qui a mis au jour l'inadéquation de nos structures d'accueil, de soins, de prise en charge quotidienne, de maintien à domicile et le manque de personnel soignant. Elle montre l'urgence de se préparer au vieillissement de la population.

Les enseignements de cette catastrophe ne sont pas déconnectés du dossier ouvert par le gouvernement sur l'hôpital et la Sécurité sociale. Après avoir reçu la CGT, FO et la CFDT sur ce point et entamé les consultations sur l'assurance-maladie, le ministre de la Santé Mattei a proposé comme solution pour financer les moyens nécessaires aux personnes âgées de supprimer un jour férié aux salariés, ou encore la création d'un « cinquième risque » de la Sécurité sociale. Et les arguments avancés sont toujours le fait que l'on se soigne trop, qu'on vit de plus en plus vieux et qu'en conséquence, en matière de santé, il faudra dépenser moins et payer plus.

Sur le plan du principe, il n'y a toutefois rien de choquant à ce que la Sécurité sociale soit en déficit: parle-t-on du « trou de l'armée », du « déficit des dépenses militaires » qui sont pourtant bien plus impressionnantes et bien inutiles? Pourquoi la Sécurité sociale devrait-elle être rentable? Demande-t-on à l'Éducation nationale de l'être? Il est normal que la population voie son espérance de vie allongée, qu'elle puisse bénéficier des résultats de la recherche en matière de santé et de l'apparition d'un matériel médical moderne. **M. S.**

1. Extrait du rapport Chadelat.

Quand l'autruche éternue...

À l'abordage

« Depuis juin, je sens que ça tangue. » Pierre Méhaignerie, UMP.

Un marin doué à ce point pour sentir venir la houle, mériterait d'être nommé quartier-maître avant le naufrage. Celui-là finira sûrement capitaine de radeau.

À domicile

« Lionel Jospin, il est là où il est. Il est chez lui. » Pierre Moscovici, socialiste.

Attention, attention, le PS vous informe : aujourd'hui 2 octobre, Lionel Jospin sortira de table vers 13 h 45. Ensuite il s'assiéra dans le canapé du salon. Aux alentours de 17 heures il devrait se rendre à la cuisine pour y boire un verre d'eau. Néanmoins, sur ce dernier point, nous attendons confirmation.

Au chaud

« À l'intérieur, il se sent bien. » Le secrétaire du pape.

Alors pourquoi le sortir tous les deux jours sur le balcon ? Vous voulez quoi, qu'il tombe malade ?

À la Santé

« Les Français n'ont pas l'habitude de ce que coûtent les choses. » Jean-François Mattéi, ministre de la canicule.

J'en parlais hier à mon chauffeur : figurez-vous qu'il ignore tout de ce qu'ont pu coûter à l'État le lifting présidentiel, les trois semaines aux Seychelles de Luc Ferry et Madame, la phytothérapie du ministre Aillagon. Sans parler de mes nouvelles lunettes, que ce lourdaud a eu l'audace de ne pas remarquer... Oui, j'ai de nouvelles lunettes, elles sont bien, non, franchement, dites-moi ?

Au secours

« Au moment de la réforme des retraites, le gouvernement a tout de même prouvé que le travail d'explication pouvait l'emporter. » Jean-François Coppé, UMP.

C'est vrai, on nous a tout bien expliqué. On nous l'a si bien expliqué que Raffarin est passé de 58 % d'opinions favorables à moins de 40 %, juste après le vote de la réforme. Reste à nous expliquer qu'en fait on a pas bien compris...

Au cul

« Je crois en l'intelligence de la main. » Jean-Pierre Raffarin, UMP.

C'est vrai on y pense jamais mais c'est loin d'être idiot, une main. La méthode Raffarin ? Se gratter le cul avec entrain, ensuite parler à ses doigts.

Au Ciel

« Léo Ferré, c'était un maître. » Bernard Lavilliers, intermittent du muscle.

Un maître... Non, c'était un dieu.

Frédo Ladrisse

(sources : France Culture, France Inter, Libération, le Monde, le Parisien*)*

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Francis Mer

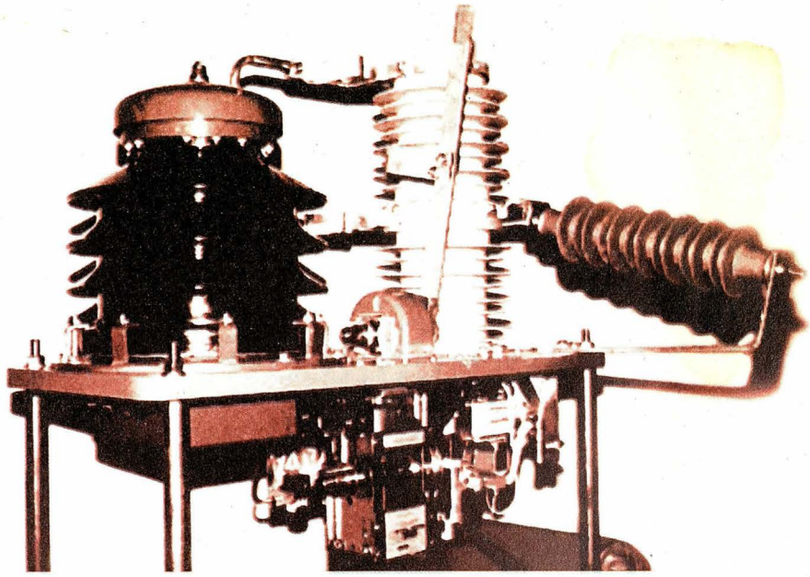
retourne chez ta mère !

Pour une fois qu'un ministre est issu du monde du travail, il faut qu'il tombe dans un gouvernement les plus réactionnaire et le plus à droite qu'on ait pas vu depuis longtemps. Et oui, Francis Mer est un ancien métallo. Non pas de ceux qui se sont grillés la couenne dans les hauts fourneaux de Longwy. Non, plutôt de ceux qui regardaient de derrière les rideaux dans la cour de l'usine, pour voir si des fois la canaille n'était pas trop énervée. Car en matière de restructuration, c'est pas vraiment un novice. Il n'est qu'à voir les régions désertiques de l'Est. Dans un coin où 70 000 licenciements ça ne pardonne pas, ça se subit. Issu de ce sérail là, cette espèce de grand capitaine d'industrie, comme ils disent, doit résoudre un véritable casse-tête : celui du budget. Bien fait pour sa gueule. C'est pas le tout de réduire les impôts de 3 %, encore faut-il être de ceux qui en payent. C'est donc ceux qui casquent le plus qui verront la facture diminuer le plus sensiblement. Tu m'as compris ? Mais faut bien compenser. Alors autant taper dans les stocks importants. Les fumeurs, les cancéreux, les vieux, (Francis Mer a déclaré juste avant la canicule de cet été : « Je ne vois qu'une solution, tout simplement supprimer la dernière année de la vie, c'est celle qui revient le plus cher. » Kolossalle finesse). On continue ?

Ça pourrait être drôle c't'affaire. Faire en sorte que le mécontentement grandisse n'est pas forcément la garantie de la paix sociale. À partir de quel degré de pauvreté les plus démunis commencent-ils à s'agiter socialement ? Bien malin qui pourrait le prédire. Mais l'inverse n'est pas forcément vrai non plus. Il ferait bien de se méfier un peu. Mais les partenaires sociaux ont aussi leur rôle à jouer. Rien de plus rassurant du point de vue du pouvoir, qu'un bon gros mouvement social, étroitement et sans en avoir l'air, contrôlé par les appareils syndicaux institutionnels. C'est la garantie de ne pas trop lâcher de lest.

Mais c'est pas le tout d'arroser Alstom, de nombreuses entreprises appartenant encore à l'État sont aussi dans un état critique. Témoins les différents plan sociaux comme ceux que subissent les salariés de Giatt Industrie ou de l'Imprimerie nationale, dont le nouveau PDG est un protégé d'Alain Madelin – comme on se retrouve – et spécialement mis en place pour faire du vide. Cette entreprise était auparavant dirigée par un énarque qui a creusé un déficit abyssal avant de recaser dans une prestigieuse institution. Il est maintenant dans la position de la vache en train de regarder passer les trains. L'Imprimerie nationale est désormais managée depuis peu par un industriel directement issu des arts graphiques et nommé sur proposition de Francis Mer. Le plan social risque bien de lui péter au nez un de ces jours. Il faut faire du ménage, assurer la rentabilité, sinon... Ce ne sont pas les près de 850 000 chômeurs dont les droits vont être supprimés dans les prochaines semaines qui diront le contraire. Mais Francis Mer a désormais un allié de poids : la CFDT qui fait de plus en plus office de chambre d'enregistrement. Y'en a encore que ça étonne ?

Émile Vanhecke



Alstom

Le courant passe entre l'État et les patrons

le

Max Lhourson

Un gouvernement de droite qui envisage de nationaliser un géant de l'industrie, le patron de l'entreprise qui s'en félicite... Défaites vos idées toutes faites sur le libéralisme !

Le feuilleton Alstom serait absolument grotesque s'il ne s'agissait que des gros sous de quelques industriels. Quelle pitié de les voir, tous, se précipiter à la soupe généreusement servie par Raffarin ! Eux qui croquaient les millions quand l'entreprise faisait du bénéfice, eux, les prétendus apôtres du libéralisme, les voilà qui s'agitent comme des caniches pour un morceau de viande. Une provende que l'État, à sa tête des libéraux de première bourre, ne leur refuse pas.

En accord avec eux, donc, nos politiciens libéraux décident de nationaliser Alstom. Nationalisation partielle, qui, chacun le sait et tous y comptent, ne durera que le temps des vaches maigres. La Commission européenne râle, au nom de la libre concurrence. Représentait-elle alors le principe abstrait du libre échange, ou subissait-elle la pression du concurrent direct d'Alstom, Siemens ? Bref, Raffarin retire son plan, et en propose un autre, accepté celui-là, identique pourtant sur le principe. Comme quoi Alstom a aussi ses lobbyistes.

Ce ne sera jamais qu'un petit pillage supplémentaire du bien commun. Énergie, infrastructures et services de production, de transport électrique, matériel ferroviaire, turbines en tous genre et, plus discrètement, matériel militaire, le « fleuron industriel » a édifié sa puissance sur les commandes d'État.

À vrai dire, Alstom n'a pas bâfré à la seule mangeoire de l'engeance nationale. Il n'est pas regardant sur le râtelier, son capital n'a pas de patrie. Voies ferrées et centrales nucléaires sont donc semées aux quatre vents. On les retrouve sous toutes les latitudes, payées par tous les contribuables du monde, c'est-à-dire par tous les travailleurs, puisque les riches payent leurs impôts avec l'argent des pauvres.

L'État français, qui assume les frais de recherche et développement en garantissant des commandes, et se substitue parfois au débiteur qui ne peut ou ne veut payer, est assez souvent le dindon de la farce. On pourrait reparler du Réseau ferré français, qui va lui rester sur les bras avec toutes les pertes

Alstom emploie près de 119 000 personnes dans le monde, dont il faut retrancher 25 000 travaillant, dans 70 pays, pour le secteur transmission et distribution électrique cédé à Areva. 7 000 suppressions d'emplois supplémentaires sont prévues dans le groupe, hors cessions ultérieures. Son chiffre d'affaire est d'environ 21 milliards d'euros, réalisé principalement dans l'énergie et les transports.

accumulées quand la SNCF sera privatisée. Or, ce qui est perdu côté RFF est gagné côté Alstom, le gros fournisseur dont les bénéfices sont privés. Le capital n'a pas de patrie, sauf quand il s'agit de mendigoter deux milliards par-ci par-là, bien sûr! Alors là oui, cadres dirigeants et actionnaires se souviennent, émus, de leur bonne mère la France.

On peut même hasarder une hypothèse. Et si les dirigeants d'Alstom avaient dramatisé volontairement les choses? S'ils avaient joué sur une situation difficile, et dont ils sont par ailleurs responsables[1], ne l'oublions pas, pour se faire éponger la dette? Et si, même, l'endettement faramineux présenté aujourd'hui avait été contracté avec, en arrière pensée, le filet de sécurité de l'État? Il est permis de se demander si toute cette comédie sur « l'entreprise à deux doigts du dépôt de bilan » n'a pas été un peu mise en scène. On se fait subventionner, on assomme les salariés avant de leur imposer des suppressions d'emploi... À défaut d'être honnête, c'est très pratique.

Vous imaginez qu'ils nous donnent la vérité nue? Apprenez ceci: le 26 septembre, Alstom a cédé son secteur transmission et distribution d'électricité, qui ne représentait que 15 % de son chiffre d'affaire (3,2 milliards d'euros), à Areva pour la petite somme de 950 millions d'euros. La transaction se négociait depuis longtemps, vraisemblablement, mais ces messieurs ont attendu que les milliards de l'État (les nôtres!) soient tombés pour l'annoncer. Qui a dit qu'il leur était difficile de trouver des ressources?

L'épisode que nous venons de vivre illustre plutôt bien ce qu'est le développement capitaliste, et comment il se fait en étroite intrication avec l'État. La période actuelle de concurrence mondiale acharnée impose des concentrations industrielles titanesques. Celles-ci aboutissent à un endettement colossal des entreprises, auquel elles font face grâce aux subsides plus ou moins directs de l'État. Lui à son tour enfonce des suçoirs de plus en plus nombreux et avides dans les chairs des producteurs. On ne veut plus payer notre retraite ni faire face à nos frais de santé, mais on doit à toute force trouver de l'argent pour donner aux banquiers et aux industriels. L'État n'est pas seulement une mécanique d'oppression et de domination pour son propre compte, il est aussi une machine d'exploitation au service des capitalistes. Cette double nature lui assure une prise de fer sur toute la société. Toute réforme est illusoire: il faut détruire Carthage.

M.L.

1. La dette nette d'Alstom est passée de 1,14 milliard d'euros à 2,06 milliards entre 2000 et 2002, pour ne rien dire des 4,92 milliards prévus pour 2003. L'endettement a doublé en deux ans. En même temps, le chiffre d'affaire croissait de moins de 50 %, les capitaux propres affichaient une nette baisse, tout comme la marge opérationnelle. Ce qui n'a pas empêché la société de distribuer des dividendes aux actionnaires en 2000 et 2001.

Coup de chauffe sur le gouvernement

Tout d'abord, on nous annonce 1500, 3000, 5000 et puis maintenant plus de 10000 morts dûs à la chaleur du mois d'août. Tous, ils viennent, la main sur le cœur, nous expliquer qu'ils ne sont en rien responsables, de Mattéi à Falco, en passant par Raffarin. Et puis le clou du spectacle quand Chirac, de retour de vacances, la bouche en cœur, sermonne que c'est la faute aux Français qui ne s'occupent pas assez de leurs voisins. Il faut du civisme de proximité!

Bernadette, qui est restée sagement au frais au Canada, alors qu'habituellement elle bichonne les personnes âgées, lors d'élections, est restée en vacances avec son Jacques.

Il y eut également Nicole Fontaine et Roselyne Bachelot, qui se sont transformées en conseillères en expliquant comment garer sa voiture à l'ombre, vitres ouvertes, ou comment utiliser la climatisation au bureau ou chez soi.

Avez-vous vu ce reportage à la télé sur cette résidence privée pour personnes âgées, où nous les voyons servies à table par des personnes en livrée et nœud papillon! Sur la table, trois assiettes différentes, évidemment aucune ne se plaignait: climatisation et petits soins à chaque instant de la journée. Seulement, on ne nous dit pas à combien revient la journée de ce type d'établissement digne d'un trois-étoiles et quelles sont les personnes qui peuvent se l'offrir.

Dans le même temps, dans les maisons de retraite de seconde zone, on mourait tranquillement, faute de soins, faute de personnel, dans des locaux vétustes, dans des lits désaffectés. Il en allait de même dans les hôpitaux: manque de lits, insuffisance de personnel qualifié. Et pourtant, depuis plusieurs années, le personnel infirmier lutte pour réclamer plus de moyens, plus de reconnaissance.

Les crimes d'État

Dans le ML du 18 au 25 octobre 2000, un article d'Hélène Hernandez dénonçait déjà le dégraissage engagé contre le personnel de la Santé, dans les services d'urgence et la pénurie de formation. Que dire des personnes âgées qui sont conduites aux urgences dans un état de faiblesse extrême: dotées de petits revenus, elles rognent sur tout, la nourriture notamment. Les organismes sont usés et ne sont plus capables de résister à de telles hausses de température et ces personnes finissent leur vie dans les couloirs des hôpitaux, sur des chariots, car les lits ont été supprimés.

Les politiciens de droite et de gauche paraissent étonnés de découvrir cette situation de délabrement des maisons de retraite et des hôpitaux publics. Mais enfin, ces « responsables », qui œuvrent depuis 1981 aux destinées de notre pays, n'ont donc jamais entendu les revendications des représentants syndicaux, des infirmières... Ils n'ont jamais voulu les entendre, tout dévoués qu'ils sont à la gestion du système capitaliste. Toujours plus de profit, de fermetures de structures de soins, jusqu'à laisser crever plus de 10000 vieux! Évidemment, fournir du personnel médical, acheter des lits, rénover les hôpitaux, embaucher des salariés en quantité suffisante, pour des personnes de plus de 80 ans, ce n'est guère rentable!

Ces guignols du gouvernement et de l'Élysée qui ont prise sur nos vies et nos morts sont entièrement responsables et qu'ils n'essaient pas de se dédouaner! Ils essaient de rejeter sur les salariés (35 heures, etc.) leur propre responsabilité, n'osant pas assumer les conséquences de leurs choix politiques. C'est vraiment une défense de péteux!

Mais le temps travaille pour nous et, en guise de conclusion, nous reprendrons l'expression d'Hélène Hernandez: « Travaillons à une réflexion de fond qui pourrait fédérer ces mécontentements vers une politique sanitaire et sociale pour répondre aux besoins de la population tout en donnant à chacun des professionnels des possibilités d'activités utiles et épanouissantes, dans un cadre non marchand. »

Justhom et Guy
groupe de Rouen

Aux États-Unis Prochoix contre Provie

Les États-Unis condamnent un des chefs du mouvement, mais les militants « prolife »[1] continuent de sévir.

Le papier que vous allez lire ne relève pas de la fiction, mais de la seule et froide réalité. James Kopp, militant américain prolife a été arrêté en France, en mars 2001. Surnommé « le chien atomique », en vertu de ses nombreux faits d'armes anti-IVG qu'il a commis dans des cliniques pratiquant l'avortement aux États-Unis, il fut classé, un temps, parmi les dix hommes les plus recherchés par le FBI. Depuis l'assassinat du docteur Slepian, il a été condamné. Ses complices, eux, viennent d'être libérés et continuent de leurs agissements.

Aux États-Unis, le docteur Slepian pratiquait l'avortement dans des cliniques autorisant cet acte. Il fut abattu par James Kopp. Au fusil à lunette, à son domicile, par la fenêtre de sa cuisine, sous les yeux de sa compagne et de ses enfants. Les États-Unis ont condamné James Kopp à vingt-cinq ans de réclusion, mais ses complices nuisent toujours. En effet, Loretta Marra et Dennis Malvasi ont été libérés le 21 août 2003. Bien que ces derniers aient plaidé coupable et reconnu devant la justice américaine « qu'ils avaient organisé la fuite de Kopp en France », ils ont obtenu en échange, une réduction de leur peine de dix à cinq ans. Le juge Carol Amon du « US District Court » s'est montré encore plus généreux à leur égard: il a réduit leur peine de rétention à vingt-neuf mois (déjà effectués) et vient d'ordonner leur libération! Deux véritables dangereux anti-IVG ont donc été libérés.

Loretta Marra et Dennis Malvasi ne sont pas n'importe qui. Ce sont des personnages clés au niveau de la diffusion de la théorie de « l'homicide justifié, vis-à-vis des médecins pro-avortement ». Et, depuis leur libération, ils ont repris leurs activités. Ils animent, entre autres, le groupe terroriste anti-avortement « l'armée de Dieu ». Celle-ci est responsable de plusieurs attentats à la bombe contre des bars lesbiens et des cliniques américaines pratiquant l'avortement. L'armée de Dieu a également signé des déclarations précisant que des dizaines de colis piégés à l'anthrax avaient été envoyés à l'équivalent américain des Planning familiaux français, en septembre 2001. Pour son palmarès, Dennis Malvasi a d'ailleurs déjà été arrêté, à la suite de trois attentats contre des cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse aux États-Unis.

Les terroristes anti-IVG, protégés par les autorités américaines ?

Juste pour rappel: John Ashcroft est aujourd'hui le ministre de la Justice américaine. Connu en tant qu'intégriste, il se revendique publiquement en tant que « prolife ». Il vient de libérer prématurément ces deux intégristes terroristes « anti-avortement ». L'Amérique et sa représentation légale se montrent, bien clémente vis-à-vis du terrorisme chrétien anti-choix. Mais ce n'est qu'un début: peu après son entrée en fonction, John Aschroft a également autorisé la mise en ligne du site « Nuremberg pour la vie ». Il s'agit d'un site « prolife », qui diffuse aux États-Unis, sur le Web, des listes « de médecins pratiquant l'IVG à abattre »!

La libération de ces individus est honteuse. Elle ne peut que nous motiver à continuer de combattre pour désarmer ceux qui pensent et commettent des attentats « au nom de Dieu, de la vie et de la religion ». Aux États-Unis, en Europe et bien sûr, partout ailleurs: contre le libre choix des femmes à décider de leurs corps et du « prétendu » acquis de leurs luttes.

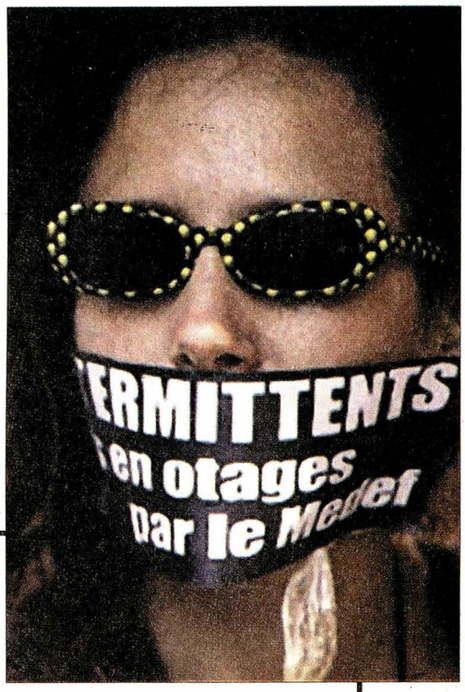
Commission antipatriarcale de la Fédération anarchiste

Sources: Prochoix News, 23 août 2003

1. *Prolife* signifie en français « provie ». C'est-à-dire, selon l'idéologie réactionnaire des intégristes religieux: considérer qu'un embryon, ou fœtus est déjà, à leur sens, un être humain. Et donc que les « avorteuses » et leurs « complices du corps médical » n'ont pas le droit de les tuer, sans devenir eux-mêmes des « assassins ». En France, Xavier Dorr et ses complices ont pris le relais de cette idéologie. Par réaction et par extension, les militant-e-s pro-IVG américain-e-s ont créé aux États-Unis « Prochoice ». En français « Prochoix », ce terme traduit a été repris par les militantes créatrices de l'association Prochoix, Paris. C'est-à-dire: pour le choix des femmes à l'avortement, mais surtout pour le respect du libre choix de leur vie et de leur corps!

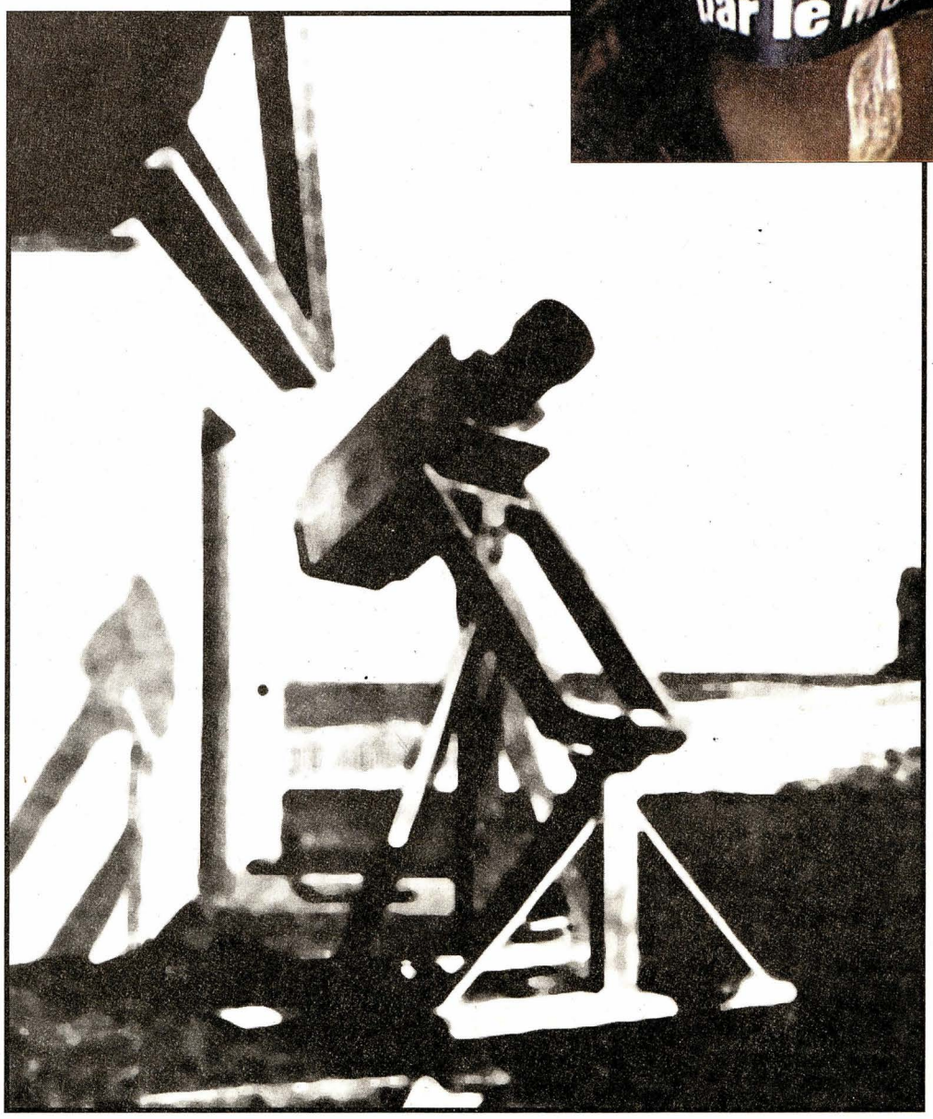
les intermittents
une lutte pas près de se terminer

Michèle Rollin



À LA FIN DES ANNÉES 1880, les chanteuses de cabaret refusant de « faire la salle » (entendez faire la quête) pour être rémunérées, fondaient le plus ancien syndicat du spectacle : le prestigieux SFA, syndicat des artistes interprètes, un des futurs fleurons de la CGT. Ce faisant, elles posaient les prémisses d'une lutte qui dura près d'un siècle et demi : la revendication de la « présomption de salariat pour les artistes » qui fut obtenue sous la présidence de Gérard Philipe.

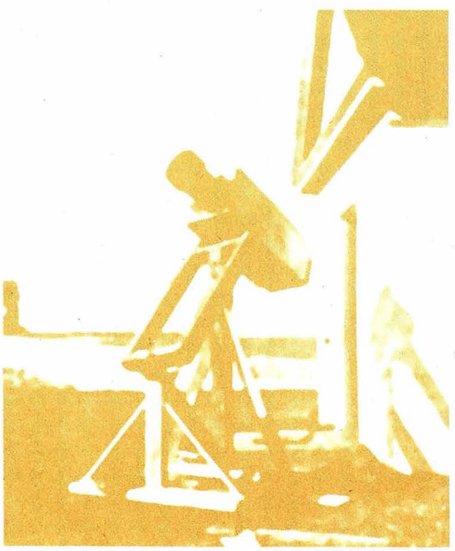
L'anecdote (véridique ?) est célèbre. Traditionnellement, la CGT nous la sert à chaque ouverture des conflits sociaux qui se succèdent avec une régularité lassante dans le spectacle depuis vingt ans. Elle a tout pour faire figure de symbole : les femmes en lutte, pour le féminisme, des artistes « de divertissement », (on va à l'époque au cabaret pour se détendre) revendiquent le statut de travailleur salarié, posent le principe de la rémunération de l'artiste, de l'indépendance de l'art, et révolutionnent tant la conception de l'art que du travail, assumant ainsi le rôle de catalyseur social de l'artiste. L'art n'est pas une marchandise et doit échapper aux lois du commercial. Qu'il ait ou non du succès l'artiste doit être payé pour son travail : on ne subordonne pas l'art et la culture au goût du public. C'est une des conditions *sine qua non* de l'expérimentation et de la recherche. La pratique d'un art relève de l'épanouissement de l'être. Ce n'est pas le seul. Cette revendication, la présomption de salariat de l'artiste, affirme haut et fort que le travail est épanouissement, plaisir, enrichissement de soi-même et de l'autre. En ce sens, l'art est le travail par excellence, c'est son essence même : il y a travail quand il y a art dans le travail, entendez par là, création, quelle qu'elle soit, et plaisir au travail. Le travail de l'artiste est un « travail art » spécifique et nécessaire, qui comme l'éducation, doit échapper à certaines contraintes : ne pouvant en aucun cas être assimilé à une marchandise, il serait bon, certes, que l'art soit gratuit, comme l'école publique, mais pour autant, il faut bien se résoudre à payer les artistes. Leur rémunération cristallise en fait l'affrontement entre deux conceptions du travail salarié : travail aliénant, ou épanouissant, devoir de souffrance ou plaisir. La rémunération de l'artiste est subversive en soi : elle pose



le principe de la nécessité de l'art dans la société, revendique le droit à l'épanouissement dans le travail. En ce sens, il n'y a rien d'étonnant à ce que la présomption de salariat ait nécessité des siècles de lutte, qu'elle n'ait été obtenue jusqu'à présent que pour certaines catégorie d'artistes, et qu'elle soit constamment remise en cause. Qui dit salariat dit aussi chômage, surtout dans un secteur aussi précaire. Au début des années soixante-dix, l'audiovisuel et le cinéma obtenaient une annexe aux Assedics, adaptée à leur spécificité. Peu après, les artistes interprètes obtiennent la leur. Et, dès le début des années quatre-vingt, les professionnels du spectacle luttaient pied à pied contre la casse de leurs annexes.

La précarité est un des risques du métier. L'intermittence est une spécificité de certaines professions du spectacle, plus précisément, de certaines branches à l'intérieur d'une profession. Ainsi, le réalisateur de direct d'une émission quotidienne, par exemple, devrait en bonne logique avoir un contrat à durée déterminé (c'est encore le cas parfois), mais un auteur réalisateur, par définition, ne peut avoir qu'un contrat à durée déterminée pour son œuvre. Il est donc intermittent. On connaît les abus effectués par les employeurs qui engagent comme intermittents des salariés qui, en bonne logique, devraient être permanents. Une tendance qui n'est certes pas spécifique au spectacle, mais sa structure particulière, l'ambiguïté des définitions de fonction, permettent un confort dans l'abus, une autorité quasi absolue, sur des « permanents précaires » qui font l'envie des employeurs du régime général. Une ombre au tableau, les annexes Assedics, qui garantissent encore une certaine protection sociale aux « permittents ».

Plus significatif encore est le sort réservé aux « vrais intermittents ». Depuis une dizaine d'années, le cri d'alarme poussé par des réalisateurs de la SRF dans *le Monde* se révèle tristement prémonitoire : les Assedics font office de subvention culturelle. Une partie du travail des intermittents, notamment dans les professions de recherche et de création est de fait rémunérée par les Assedics. Pourquoi ? Tous les employeurs ne sont pas des buveurs de sang. Beaucoup ont des structures légères presque artisanales qui ne peuvent tout simplement plus payer entièrement le travail nécessaire à l'élaboration d'une œuvre, compte tenu des restrictions drastiques du financement de la culture. Financer la rémunération des artistes par les Assedics revient à nier la notion de travail artistique : l'artiste est un chômeur, donc il ne travaille pas, donc l'art n'est pas du travail, donc le travail ne peut être art et épanouissement. Il faut souffrir et obéir. L'enjeu est de taille pour une société marchande. Une ombre au tableau, encore ces Assedics, qui permettent malgré tout à la culture indépendante de subsister en dehors de l'économie commerciale et de remplir sa fonction subversive.



D'autre part, étrangler les petites sociétés en restreignant leurs subventions, notamment leur accès au compte de soutien dans le secteur du documentaire d'auteur, tout en les privant du financement complémentaire salarial que sont devenus les Assedics, s'inscrit dans la logique du libéralisme économique, l'élimination impitoyable des petites sociétés par les grosses.

L'artiste remplit décidément sa fonction d'« expérimentateur social ». Les professions du spectacle et du cinéma sont depuis vingt ans un véritable laboratoire de la casse des acquis sociaux. Professions organisées, particulièrement vivaces et sensibles à leurs acquis sociaux acquis de hautes luttes, leur résistance sert de test. Les artistes en sont conscients, qui dès 1991 ne luttaient pas seulement pour leur droits, mais tentaient d'alerter l'opinion sur le sort réservé aux chômeurs, qu'ils avaient de bonnes raisons de prévoir. La dernière lutte en date, qui n'est pas prête de se terminer marque un tournant dans la longue histoire des luttes des professions du spectacle. L'annulation des festivals a brusquement révélé le rôle économique des artistes. Eh oui, un festival n'est pas seulement une question d'industrie de tourisme, de voyage, de promotion de la ville. À force d'insulter les artistes, ces atypiques, ces parasites ces sangsues d'Assedics, on avait tout simplement oublié qu'il n'y a pas de festival artistique sans artistes. D'autre part, l'opinion publique, la presse n'ont pas manifesté l'apathie et/ou l'hostilité de rigueur envers les Assedics du spectacle (rémunérer des chômeurs, artistes de surcroît !) Inquiétude généralisée par la précarité ? Ce sort qui sera peut être le mien demain ?

À cet égard, la création depuis Paris d'une coordination d'intermittents est intéressante à analyser. Auparavant, les professionnels du spectacle qui ont de longues traditions de syndicalisme, ne se syndiquent pas pour la plupart, suivent néanmoins les consignes du syndicat, qu'ils n'hésitent pas à mettre au pas si nécessaire, s'organisaient le plus souvent en collectifs de lutte, à Paris, ou encore en coordinations, en région, mais le mouvement, s'intitulait : professionnels du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel.

Affirmation d'une identité sociale, ce terme définit le mouvement par le métier, chômeurs ou non, intermittents ou permanents, il y a dans ce terme refus du clivage, du cloisonnement ou de l'exclusion, un refus qui exprime longtemps une réalité : grâce à l'intermittence, on est alternativement chômeur ou travailleur, on est un artiste qui travaille ou non, ou plutôt, qui est payé ou non pour son travail. En fait, un artiste ne se définit pas par l'intermittence ou la permanence, mais par ce qu'il fait. Lorsqu'une partie du corps social du spectacle, la plupart du temps la plus précaire, est attaquée, c'est toute la profession, intermittente ou non, qui s'y met, porteuse d'une longue tradition d'entraide, garante de sa survie. Signe des temps, cette coordination d'intermittents et de précaires d'Ile-de-France (CIPDF) qui préexistait au conflit, définit son identité par la précarité : indissociable désormais de la qualité d'artiste, et de travailleur ?

M. R.

P'tits LU

Le 3 mai 2003, l'émission Chroniques syndicales, sur Radio libertaire, recevaient Caroline Andreani pour l'ouvrage *P'tits LU en lutte, Combats ouvriers,* paru au Temps des cerises. Elle était accompagnée de Marcel et de Michel, délégués du personnel de l'usine de Calais. Caroline Andreani est historienne. Elle a travaillé avec la Fédération agroalimentaire de la CGT pour son centenaire. Son ouvrage est en fait un travail de journalisme, mais aussi d'histoire de la société Danone pour une partie. Et la lutte des « P'tits LU » débutait...

SALARIÉS
JETABLES
SALARIÉS
RENTABLES

Hugues (pour les «Chroniques syndicales»): Pouvez-vous nous parler du contexte de cette lutte?

Marcel: Notre lutte a duré deux ans, elle n'est pas terminée. Nous menons un autre combat, celui de la création d'une coopérative, et nous comptons bien redémarrer une nouvelle unité de production, avec une soixantaine de salariés, et avec deux lignes de production, à quelques kilomètres de l'usine. Nous les avons négociées ces deux lignes avec la direction juste avant l'arrêt de l'usine: c'est bien sûr le rapport de force qui a permis d'obtenir ces deux lignes capables de fabriquer 6000 à 10000 tonnes de produit.

Michel: Je travaille depuis trente-trois ans à l'usine de Calais et je suis représentant syndical au comité d'entreprise.

Hugues: L'entreprise Danone va bien. La filière Biscuits LU va très bien aussi. Les licenciements ne sont pas liés aux difficultés économiques mais à tout autre chose.

Marcel: Danone, ce n'est pas seulement le biscuit, c'est aussi l'eau minérale, les produits frais, les yaourts. Et chaque branche se porte bien. C'est par plusieurs milliards que les résultats sont annoncés chaque année. Au cours des trois dernières années, c'est une augmentation constante des résultats du groupe. Même s'il s'agit d'une multinationale, ce sont les sociétés françaises qui rapportent le plus.

Notre lutte s'est appuyée sur ces contradictions: à la fois, c'est en France que le groupe fait le plus de bénéfices et c'est en France qu'il sacrifie les unités de production et les salaires. Nous nous sommes attachés à dénoncer dès le début de notre lutte, les rachats successifs qui se sont réalisés en Allemagne de l'Est, notamment, juste avant l'annonce du plan, et en Afrique du Nord, et j'avais cité à l'époque les deux usines en Pologne qui avaient été rachetées deux ans auparavant, aussi en Tchéquie, en Hongrie, au Maroc, en Tunisie. Mais si on remonte plus loin, le nombre de rachats est impressionnant. En annonçant son plan, Danone donne l'argument qu'il a trop de capacités de production et qu'il doit fermer deux usines en France.

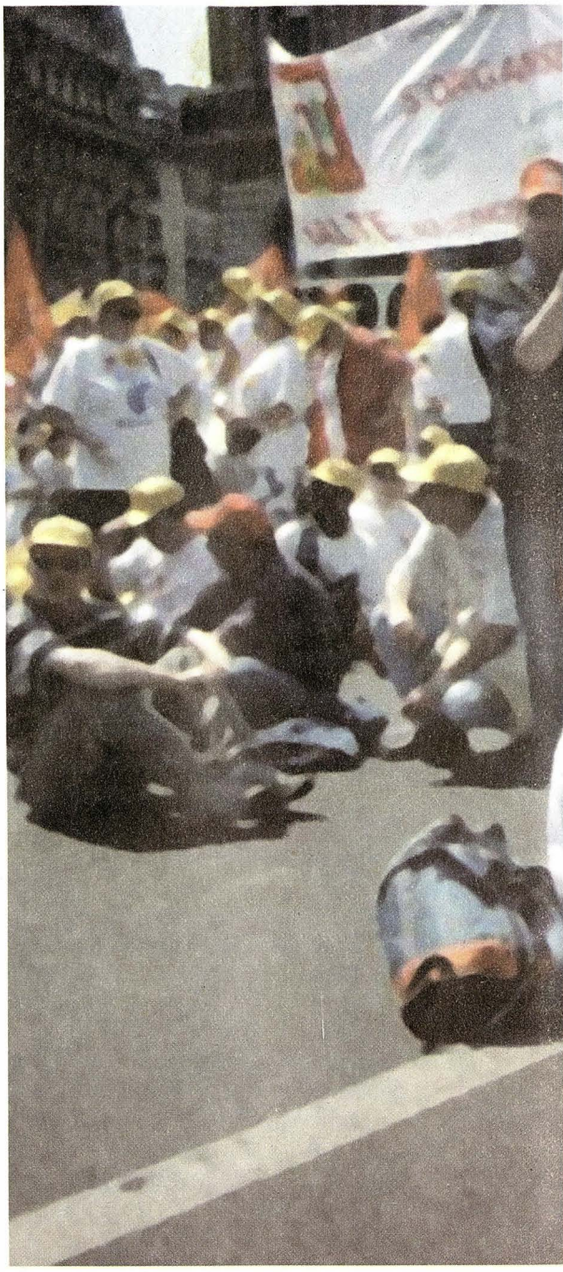
Hugues: Malgré la richesse que vous produisez, l'efficacité de votre travail: délocalisations et licenciements.

Caroline: Attention, ce ne sont pas tout à fait des délocalisations, il s'agit de renforcer les capacités de production. Pour Riboud et les dirigeants de LU, il faut intensifier la production sur certains sites: on supprime Calais et Ris mais on intensifie Sestas (Bordeaux) et La Haie Fouassière (Nantes) parce qu'ils veulent faire des économies d'échelle. Donc au lieu de maintenir quatre sites, on limite à deux: la masse salariale augmente sur ces deux sites mais les frais généraux restent constants.

Michel: Dans le même temps, notre expert nous a transmis des chiffres: LU France a acheté 65000 tonnes de biscuits aux autres filiales européennes alors qu'il leur en a été vendu 25000 tonnes, c'est-à-dire un déficit de 40000 tonnes de produits consommés en France et fabriqués ailleurs. C'est un phénomène qui s'est amplifié au cours des deux dernières années.

Hugues: À lire le livre, on a l'impression que dans le clan Riboud, il y a plus de logique boursière que de logique industrielle, c'est-à-dire qu'on vous fout dehors pour faire plaisir aux actionnaires, voire aux fonds de pension nord-américains.

Caroline: Tout à fait, mais il n'y a pas que Danone. Dans des tas de domaines, c'est la logique boursière qui prime. Dans une logique industrielle, on sacrifie pas mal les travailleurs mais dans une logique boursière, on ne les prend même plus en compte. Les actionnaires ont des logiques à court terme, et supprimer des sites de production sous prétexte de restructurer, cela fait augmenter les cours. Franck Riboud a la pression des actionnaires, alors il fait exactement ce qu'ils lui demandent. Industriellement, c'est une erreur. Il y a un déficit de production en France, et ce n'est pas l'intensification sur Sestas ou La Haie, qui va permettre de pallier ce déficit.



Hugues: Abordons maintenant la Scoop.

Marcel: Il y a beaucoup de choses qui ne sont pas dans le livre. Résumons les événements. Le 10 janvier 2001, nous apprenons par la presse que les dirigeants du groupe Danone travaillent sur une réorganisation industrielle dans la branche Biscuits LU France et que l'usine de Calais est fortement menacée. On décide alors d'engager des actions sous toutes ses formes et dans plusieurs directions: multiplier les courriers, les initiatives, les rencontres en direction des personnalités politiques – pour rappel, le gouvernement de gauche est au pouvoir – et des dirigeants de l'entreprise et du groupe. Avec arrêts de travail, journées de grève, manifestations locales et nationales. Nous sommes venus quatre ou cinq fois en bus à Paris pour manifester. Nous n'avions alors pas d'autre objectif que de stopper ce projet et qu'il soit abandonné. Tout s'est fait entre le 10 janvier et le moment où le projet a été rendu public. Et le 29 mars,

exactement, la décision tombe: le projet de fermer les usines de Calais et de Ris-Orangis est annoncé au comité européen à Genève. Dans la demi-heure qui a suivi cette information communiquée par le maire de Calais, nous avons décidé, avec les salariés, d'arrêter toutes les lignes de production et de nous engager dans une action plus dure. La grève totale sur notre lieu de travail nous est apparue indispensable. Et pour cela il fallait sanctionner au maximum les ventes de produits et donc les résultats de l'entreprise.

Hugues: Grève sur le lieu de travail: vous viviez là-bas? Vous y faisiez la fête?

Michel: Oui, et ce n'était pas du goût de la direction. Dans un premier temps, elle a traduit quatre délégués – dont moi – devant le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer pour obtenir notre expulsion de l'entreprise. Le tribunal a rejeté cette demande. Quelques semaines après, la direction est revenue à la charge pour 36 grévistes. Le tribunal a encore rejeté la demande, estimant qu'il n'y avait pas occupation illicite, que la lutte était légitime. La direction a fait appel, et la cour d'appel a rendu un jugement en notre faveur. Puis nous avons lancé le boycott sur tous les produits Danone. Il y a eu une solidarité très importante à la fois sur un plan local et régional, mais aussi sur toute la France. Notre principe, c'était de dire à Danone: « Sans nous, vous n'êtes rien et sans les consommateurs, vous n'êtes rien. » Les consommateurs l'ont bien montré.

Caroline: C'est une des grandes originalités de cette lutte parce qu'il est rare que les travailleurs eux-mêmes appellent au boycott.

Hugues: C'est illégal, il faut oser le faire. Les travailleurs des autres usines du groupe se sont-ils mis en lutte pour être solidaires?

Marcel: Les petits LU de Calais ont fait plein de choses illégales et ils ont osé le faire. La solidarité existe, surtout dans la CGT. Cela dit, elle a ses limites. On a aussi vécu des situations où nous étions spectateurs, c'étaient d'autres usines qui fermaient, on n'a pas toujours fait ce qu'on voulait faire. La solidarité dans la CGT s'est bien organisée. Mais dans d'autres organisations syndicales, on ne peut pas parler de solidarité, CFDT, FO, CGC et même la CFTC (sauf un délégué de l'usine d'Évry): pas de solidarité mais complicité outrancière avec la direction pour avancer dans le projet de fermeture des deux usines.

Hugues: C'est extrêmement grave: autant dire que tous les Riboud du monde qui font déjà la loi, la feront encore plus.

Marcel: Je ne parle pas des travailleurs mais des organisations syndicales. Il n'y a eu aucune lutte unitaire avec les autres organisations syndicales.

Caroline: La situation de l'usine de Calais est particulière: il n'y a qu'un syndicat, c'est la CGT, et elle est très représentative, ainsi les travailleurs étaient mieux à même de se défendre. Mais la direction du groupe Danone a une capacité à savoir mettre le doigt sur les contradictions entre les organisations syndicales et elle s'en est servie contre la CGT. C'est absolument scandaleux que le secrétaire de la CFDT agro-alimentaire ait fait un appel contre le boycott pratiquement dans les mêmes termes que Franck Riboud.

Hugues: La direction maintient son plan, donc; ensuite, il y a la question du reclassement.

Caroline: Pendant deux ans, la lutte s'est maintenue avec occupation et manifestations, le tout sur fond de calendrier politique. Et quand les gens sont revenus travailler, ils ont continué à se battre en subissant un harcèlement quotidien pour casser tous les mécanismes de solidarité: la direction faisait pression pour pousser les gens à partir, au désespoir, en disant: « De toute façon, il n'y a pas de solution, on va fermer, alors arrêtez la grève. Trouvez-vous la meilleure solution

individuelle. » Le combat des camarades de la CGT, au-delà de LU Calais, a consisté à rester dans l'usine, à se battre pour essayer de continuer à faire fonctionner l'usine.

Marcel: Toutes les structures qui ont été mises en place, c'était pour fermer l'usine. Comme le Relais-Emploi-Mobilité: si on y participait, cela voulait dire qu'on renonçait à notre usine. Des gens ont été licenciés ou, alors, ils ont trouvé des emplois au SMIG avec des horaires, des conditions de travail épouvantables. Nous mettions en garde les salariés. Bien sûr, notre but, c'était le maintien du site, et on se disait que plus on serait nombreux dans l'usine, plus on aurait de chance de gagner cette bataille. Alors, on nous a accusé d'empêcher les gens d'aller au REM., cela est faux. On a toujours dit: « C'est vous qui décidez. » Certains sont partis par mutation au sein de Danone, c'est l'idéal pour le groupe parce qu'il n'y a pas d'indemnités de licenciement à verser. Mais la personne a quitté sa famille, sa région. Et certains reviennent trois ou six mois plus tard, c'est un échec: ils ne perçoivent rien, ils n'ont plus de travail.

Hugues: Compte tenu du système de production et de qualifications de l'usine, un bon ouvrier de LU a quand même du mal à retrouver du boulot, ou bien il est sous-payé.

Caroline: Bien sûr. Ceux qui ont retrouvé le plus facilement un emploi, ce sont les techniciens qui travaillaient sur les machines, qui avaient un savoir-faire technique qu'ils ont pu monnayer quelque part. Mais quand on a travaillé vingt ans à faire des biscuits sur une chaîne, il faut savoir s'adapter à un autre type d'emploi. Danone le sait bien, compte tenu de la multitude des plans sociaux qui ont été mis en place.

Hugues: Dans la partie historique, on voit que le père Riboud et le fils sont habitués à ce genre de choses. Il y a environ 1000 licenciements par an depuis 25-30 ans. Hier, dans le groupe BSN, aujourd'hui, dans le groupe Danone. Ce sont des gens habitués à ces grandes manipulations d'usines, de personnes et d'argent, et qui écrivent une nouvelle page du capital plus qu'une page de politique sociale.

Caroline: La question, aujourd'hui, c'est que Riboud s'oriente vers les eaux minérales, les yaourts, les biscuits, mais le père avait commencé avec le verre creux; il a continué dans le verre plat avec à chaque fois la même stratégie: acheter, acheter, croquer tous les concurrents pour devenir le leader sur le marché. En France, en Europe et sur le plan international. Cela se traduit, à chaque fois, par des fermetures d'usines et des drames individuels,
des gens qui ne retrouvent pas d'emploi, qui se suicident mais le capital s'en fout, il dégage des bénéfices. Les Riboud (Ripoux) sont des malins. Pourtant, le boycott a mis à mal l'image de Danone. L'image de patron « social » construite durant trente ans a volé en éclats, alors ils se sont vengés sur les salariés de Calais et de Ris en fermant avant terme pour leur montrer qu'ils étaient les plus forts, et pour montrer à ceux qui restent que s'il y avait des mouvements analogues, ils n'hésiteraient pas à prendre des mesures très très répressives.

Hugues: Après la fermeture du site de Calais, les ouvriers qui restaient ont décidé de créer une coopérative ouvrière de production. Vous allez vous mettre à l'autogestion?

Michel: L'idée de la coopérative ouvrière est venue pendant la lutte. Nous avions déjà des contacts mais la priorité avait d'abord été celle de conserver le site. C'est donc seulement dans les derniers mois de lutte que l'idée a ressurgi. Nous avons eu des contacts pour étudier comment fonctionne une Scoop, des rencontres avec des gens de la mairie de Calais. Nous avons créé des groupes de travail: pour les études commerciales, la recherche de locaux, la visite d'entreprises. Moi-même avec d'autres ex-travailleurs, je m'occupe du matériel, d'avoir les deux lignes complètes, tout faire pour ne pas se faire avoir.

Hugues: C'est du matériel neuf ou racheté à LU?

Michel: Il n'est pas racheté. C'est une négociation avec Danone. Ce n'est pas simple du point de vue juridique. Danone nous prête le matériel pendant cinq ans. Si au bout de cinq années, la Scoop résiste encore, le matériel nous appartient. Ils ont mis une clause pour stipuler que la matériel n'est pas un capital (un actif) qu'on pourrait négocier avec les banques.

Hugues: Et du point de vue de l'organisation dans la nouvelle usine, vous réintroduisez de la hiérarchie, de l'inégalité dans les salaires? Le mode d'organisation du travail sera-t-il exemplaire du point de vue social, ou bien reproduira-t-il les hiérarchies habituelles, avec un mode de décision un petit peu plus participatif? D'un point de vue de la transformation sociale, ce ne sera qu'une petite étape vers la longue marche de l'autogestion.

Michel: Si la Scoop vient à se créer, il ne faut pas oublier qu'avec les accords Danone, chaque salarié percevra deux ans de complément de salaire: soit 510 euros par mois. Lors des réunions avec les délégués – une dizaine à

Propos retranscrits par Roberte. Mise en forme réalisée par Hélène, du groupe Pierre Besnard de la FA.

Chroniques syndicales
Tous les samedis de 11h30 à 13h30 sur Radio libertaire, 89.4 MHz en région parisienne

l'usine – et avec tout le personnel, nous ne parlons pas des salaires ni du nombre d'heures de travail, pour l'instant.

Caroline: Dans le cadre du plan social négocié, les travailleurs reclassés hors de Danone ont un complément versé par Danone pour maintenir le salaire au même niveau, car les salaires sont toujours plus bas lors des nouvelles embauches. La mesure a été exigée aussi dans le cadre de la Scoop. Les gens prennent un risque car c'est une forme de reclassement comme un autre. Mais ce qu'il faut dire, c'est que Danone freine des quatre fers pour qu'il n'y ait pas de Scoop. Ils ont même dit: « Cela va se casser la figure, on n'a pas le droit de prendre les salariés pour des pigeons. » Ce qui les gêne, c'est que cela peut marcher: pour ces ouvriers qui ont mené une lutte exemplaire, qui ont appelé au boycott, qui ont tenu deux ans, Danone ne veut absolument pas les voir sortir par le haut, à travers la Scoop. À ma connaissance, c'est la première lutte que les gens ne partent pas en ayant perdu. Avec la création de la Scoop, ils gagnent.

Hugues: C'est un peu comme Lip en 1973: ils donnent le mauvais exemple! C'est un nouveau concurrent sur le marché du biscuit, au moins dans la région, mais surtout c'est donner des idées à d'autres travailleurs licenciés: Moulinex, hier, ou d'autres demain matin, comme un peu les Argentins dans d'autres secteurs.

Marcel: Il est important de rappeler que quand on a commencé cette lutte, nous avons toujours dit, avec les salariés, que nous allions lutter jusqu'au bout pour obtenir le maintien du site et des emplois. Et si nous perdions cette bataille, nous nous battrions pour obtenir le maximum pour chacun d'entre nous. C'est extraordinaire qu'au bout de deux ans de lutte, nous arrivions à ce mouvement coopératif et à toujours mener la bataille sur le plan social. Avec les salariés, nous nous sommes dit: « C'est une chose, mais maintenant, il nous faut plus. » Nous avons exigé la reconduction du préavis pour tous les salariés, avec maintien du salaire intégral réajusté sur les augmentations de salaires pratiqués dans l'entreprise, et avec les primes (13e mois, prime de vacances, intéressement, participation, couverture sociale avec mutuelle, capital décès, retraite complémentaire, etc.). Tout cela, nous l'avons obtenu.

On ne voulait pas quitter le site sans que Danone nous verse, par anticipation, l'indemnité prévue dans le plan social.

Nous avons obtenu le versement intégral, 100 %. Du fait que Danone avait décidé d'avancer la fermeture du site de trois mois, on voulait des indemnités complémentaires tout à fait justifiées. Nous avons mis la barre à 2000 euros. Danone a commencé à lâcher 8000 euros, 12000 euros. Et, le soir, la veille de l'arrêt de la production, nous étions décidés à ne pas quitter le site. La direction a compris que nous en étions capables, nous l'avions déjà fait une fois. Nous étions arrivés à 15000 euros. Nous avons dit: « Nous valons plus que 15000 euros! ». À 23h45, le texte signé précisait que c'était 20000 euros par salarié. Dans le même temps, nous avons négocié le démarrage de la coopérative.

Nous continuons de faire les assemblées générales de salariés toutes les semaines. Il reste un peu plus de 120 personnes sans solution. C'est plus d'une centaine qui participe à nos réunions, les gars nous suivent. Nous veillerons à la reconduction du préavis de chacun jusqu'à son reclassement. Tout le monde doit retrouver un emploi. Et, dans le même temps, nous travaillons sur la mise en place de la Scoop.

Hugues: Comment 250 petits grains de sable arrivent à faire plier le groupe Danone, qui représente 145000 salariés dans le monde!

Caroline: Il y a une question de rapport de force absolument évidente. Quand Marcel dit que les salariés étaient là à 23h45, il y avait effectivement une centaine de personnes dans l'usine.

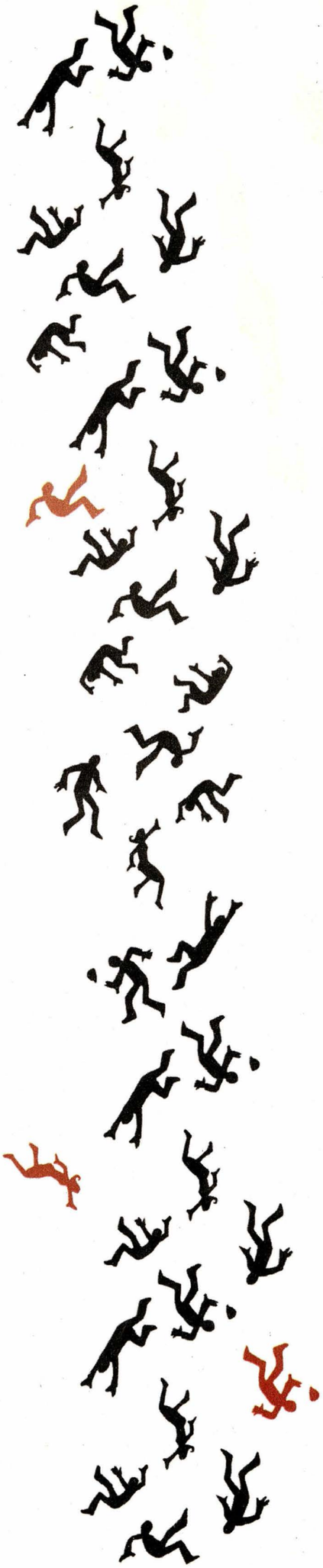
C'est toujours possible de les faire partir avec des cars de CRS, mais en terme d'image, ce n'est pas extraordinaire. Il y a une solidarité étonnante dans cette usine et c'est dur à casser. Danone a rarement été confronté à une telle cohésion. En terme d'image, cette grève a été néfaste pour Danone, et les dirigeants n'ont pas envie de redonner une assise à une deuxième lutte. Le plus simple pour eux, c'est de payer et que cela ne fasse pas de bruit. Et on le voit bien, plus personne ne parle de LU Calais.

À chaque fois que nous présentons le livre, on nous dit: « Ah bon, vous montez une Scoop? On ne savait pas. » Danone a une force de persuasion vis-à-vis des médias. C'est un très gros annonceur.

Marcel: La Scoop est devenue un projet que nous réalisons. D'autres avant nous l'ont fait. Par exemple, le groupe Général Biscuit qui était propriétaire de notre usine a voulu fermer une usine à Reims. Les salariés l'ont reprise, et aujourd'hui, elle tourne toujours. Les produits sont dans les magasins. Nous avons un handicap car Danone nous a fait sortir de l'usine, certes avec les lignes mais nous allons les mettre dans un nouveau site, à notre charge. Nous estimions que Danone devrait les réinstaller. On doit là encore pouvoir réussir.

Michel: La Scoop, elle aussi, a fait des petits. On vient d'apprendre que sept salariés mis à la rue ont repris leur entreprise de stores pour en faire une Scoop.

Hugues: Souhaitons une épidémie de Scoops!



Lettre à Jacques Nikonoff, président d'Attac-France

Fred

Cher Niko,

Comme tu as eu la gentillesse de m'écrire cet été[1], par l'intermédiaire il est vrai des pages Rebonds de *Libération* (bonjour la discrétion), je me permets de te répondre ici, puisque je te sais abonné, depuis toujours, au *Monde libertaire*. J'imagine que tu guettes, depuis mi-août, ta boîte aux lettres : je suis un garçon bien élevé mais, franchement, tu me connais, répondre à tes bêtises, ça m'a un peu gonflé. Alors j'ai pris mon temps. Fallait d'abord que je sois sûr d'avoir bien tout pigé à ce que t'as écrit, vu que moi je suis qu'un pauvre anar et toi, t'es quand même dix coudées au-dessus. Maintenant que j'ai, je crois, à peu près compris tes fadaises, je m'empare de mon plus beau plumet et m'en vais te dépoussiérer gentiment l'épiphyse.

Il commençait bien ton courrier : « vigueur » du mouvement altermondialiste, qui « doit clarifier son message pour étendre son audience ». Bien, bien. « Clarifier son message », surtout, j'ai trouvé ça intéressant : mettre un pied dans le mouvement social, s'opposer frontalement à un gouvernement qui par ailleurs s'empresse de subventionner vos agapes, tel le prochain Forum social européen de Saint-Denis, on a fait mieux, c'est sûr, en matière de clarté. Mais passons. Car plus loin, Niko, là, tu te mets à délirer grave. « Le mouvement altermondialiste souhaite-t-il faire réapparaître, sous un visage nouveau, la vieille extrême gauche ? », tu demandes. D'abord, c'est pas gentil de se moquer d'une vieille dame, surtout quand on passe son temps à piquer dans son sac à idées. Ensuite, pourquoi vieille ? Tu t'imagines peut-être que quelqu'un voit encore dans Attac une sorte de mouvement de la jeunesse boutonneuse ? À voir la gueule de qui forme habituellement vos cortèges, et de qui porte vos drapeaux, on se dit que vous avez eu raison de les faire légers. Tu me connais : je pourrais être ton fils (quoique ce ne serait pas sans certaines difficultés). Je suis pourtant assez vieux pour avoir, par exemple, connu SOS Racisme, en ses fastes années. Le vieux truc de la nouveauté, tu penses si je le connais par cœur ! Alors, fais-moi plaisir, garde ça pour tes potes de la télé. Dans les lignes qui suivent, on comprend ce qui te chagrine. C'est les méchants de droite qui ont dit que le Larzac c'était l'œuvre de l'extrême gauche, et c'est même pas vrai pass'que c'est ton œuvre à toi. Na ! Oh, Niko, tu vas tout de même pas verser dans ces pièges-là ? Si, tu y cours ? Ah bon. Dans ce cas, la prochaine fois, suffira d'interdire le plateau à tous ceux qui présenteront pas une carte de l'UMP ou, à la rigueur, du PS. Cependant méfie-toi : d'après Devedjian et consorts, y paraîtrait que le PS aurait viré à l'extrême gauche. On est plus tranquille nulle part.

L'extrême gauche serait donc vieille, et ce serait pour toi une bonne raison de la fuir. Mais la démocratie aussi est une vieille idée. Vive le totalitarisme ? Quant à cette autre idée consistant à vouloir imposer au capitalisme un minimum de contrôle, de faire en sorte que les plus pauvres soient moins pauvres tout en empêchant pas les riches d'être toujours plus riches, elle date pour le moins de l'essor du christianisme. Le premier membre d'Attac s'appelait Pierre. Ça nous rajeunit pas. Par ailleurs, à tes yeux, l'extrême gauche n'aurait pas comme seul défaut de ne pas répondre aux critères du néo-quelque chose (mais quoi ?) qu'incarnerait Attac. Elle serait également « sectaire », et privilégierait « le verbiage, la violence, les gesticulations ». Oh, comme il y va le Niko ! On croirait du Sarko dans le texte. Il n'en reste pas moins qu'en matière de lutte contre le sectarisme, tu ferais bien de t'inspirer des règles de fonctionnement de la « vieille » Fédération anarchiste : mandatements clairs et précis, contrôle des mandatés, révocabilité, transparence dans les domaines aussi bien politiques que financiers. Rappelle-moi selon quelle procédure tu fus un jour nommé président d'Attac France ? Pour ce qui est du verbiage et des gesticulations, il est vrai que c'est nous qui aurions à apprendre de vous. Mais il faudrait encore que nos objectifs coïncident. Or, dans l'ordre de nos désirs, ne figure pas celui de voir les flux financiers taxés

Fred est militant du groupe Louise-Michel de la FA.

de zéro virgule zéro zéro zéro zéro zéro zéro zéro un pour cent, et encore moins celui d'être invité dans l'émission de Thierry Ardisson. Reste la violence. Ah, la violence... Je me souviens de Susan George, porte-parole d'Attac, s'empressant au retour de Gênes de renvoyer dos à dos la police italienne et les anars, foutus « casseurs ». Alors, vous êtes contents, disait-elle en substance. Vous êtes contents, vous avez bien « gâché la fête »? Quelques jours plus tard, devant l'afflux de témoignages pour le moins accablants, les plus droitistes de nos journaliers reconnaissaient que les flics avaient, tout de même, tapé fort, et avouaient, bien obligés, que la violence des blacks blocs et autres agités n'avait jamais visé l'intégrité physique des personnes, habitants ou manifestants, à la différence de celle exercée par les flics, en toute impunité.

Mais qu'importe! À l'époque déjà, pour les dirigeants d'Attac, l'urgence n'était pas de tirer les enseignements de ce qui s'était produit à Gênes. L'urgence, c'était de présenter une image convenable, raisonnable, à seule fin de devenir les interlocuteurs privilégiés des « maîtres ».

La condamnation de toute violence (y compris de celle ne s'attaquant que très symboliquement aux symboles du capitalisme: chez Attac, on ne tague pas les murs, parce que c'est violent), cette condamnation étant un préalable indispensable à votre entrée dans les palais du pouvoir mondialisé, c'est avec enthousiasme que vous vous mîtes à agiter ce maigre épouvantail. Le paradigme de cette agitation fut le mot d'ordre donné à votre service d'ordre, à Annemasse, lors de la manif contre le G8: « neutraliser » les éventuels casseurs, et les remettre aux forces de l'ordre... Parvenus à un tel degré de compromission, on est en droit de se demander ce qui vous pousse encore à contester le bien-fondé d'un système que vous vous montrez si prompts à servir. Mais, une fois encore, passons: tu n'as pas de temps à perdre avec des débats de fond, t'as trop de boulot, en ce moment, comme je te comprends, mon Niko. C'est que « la maison est en feu », comme dirait ton maître à penser. Le mouvement altermondialiste, terrain de jeux préféré d'Attac, est en train de lui échapper! Jusqu'à la base, comme vous dites, qui commence à penser que, plutôt que de le réformer (temps et peine perdus), il serait à la fois plus logique et plus efficace de se débarrasser du modèle capitaliste. S'il est si dangereux que ça, c'est contre lui qu'il faut lutter: voilà ce qu'elle dit la base, et toi tu gueules mais on peut pas! C'est interdit! Y'a pas moyen! Bah, si, répond la base, y'a sûrement un moyen. Y suffit de chercher. Alors tu te renfrognes et tu te demandes qui a bien pu lui fourrer de pareilles idées dans la tête (depuis quand elle serait capable de penser par elle-même, la base?), et la réponse est toute trouvée: l'extrême gauche! Autant dire, le diable.

Alors tu défourailles, sors la grosse artillerie et, convergence d'intérêts, comme tes amis du PS et tes nouveaux amis du gouvernement Raffarin (ils ont sorti les thunes, maintenant ils comptent sur toi), tu multiplies les tirs tendus. On ne peut plus ouvrir un canard sans entendre parler de « l'ultra-gauche », des « dangers de l'extrémisme », de la « France rouge et noir »... Soûlant! Toi, t'y vas de bon cœur, allant jusqu'à ressusciter le plus éculé des poncifs, celui d'une alliance « objective », bien qu'« inconsciente », entre les libéraux et la gauche révolutionnaire. Faut croire que t'as vraiment les foies: pour contrer cette alliance tu en proposes une autre, qui serait selon toi « cruciale », entre les altermondialistes et... la CFDT. Si c'est pas de la belle allégeance, ça...

Oui, t'as les foies, Niko: pare-feu improvisé par la classe dirigeante, Attac est en train d'échapper aux mains de ses créateurs et, comme SOS Racisme en son temps, sa disparition est, par cette même classe, programmée. On lui avait confié un boulot pas trop compliqué: circonscrire les grognes, amadouer une jeunesse gentiment turbulente, puis la faire converger vers une sorte de Larzac mental, jolie fête pas « gâchée » par celles et ceux qui posent les questions dérangeantes. Ensuite, confier le paquet au PS, qui lui se chargerait de le transformer en vote utile, utile pour la gauche gestionnaire. Seulement voilà, le PS, la base n'en veut plus. Quant au capitalisme, plus elle regarde sa tronche de près, moins elle le trouve susceptible d'arborer un « visage humain ».

Logiquement, elle commence alors à porter attention aux idées de rupture radicale, de partage des richesses, d'égalité concrète et de révolution sociale. Elle se rend progressivement compte que le terme naturel du processus critique initié par Ramonet et sa clique, ce n'est pas la réforme, mais la lutte à outrance contre le modèle dominant.

Alors, je vais te dire, Niko: continue d'essayer de leur foutre la frousse en leur agitant sous le nez le spectre d'une extrême gauche sectaire violente et gnagnagna. Ils, elles sont de plus en plus nombreu-ses, celles et ceux que les cataclysmes inhérents au capitalisme, catastrophes humaines, écologiques, économiques, etc. effarouchent bien davantage que la perspective d'une possible alternative politique. Toi, tu préférerais voir le mouvement altermondialiste crever plutôt qu'il fasse le choix d'aller jusqu'au bout de sa logique. Moi, je suis dans les manifs, les cortèges, les débats, je discute et j'écoute.

Ce que j'entends me laisse penser que t'as tout intérêt à vite préparer ta retraite, et y compris au sens militaire du terme. Tout compte fait, je crois bien que c'est toi qu'a rien compris, Niko. Alors fourre-toi ça dans le crâne: le drapeau de la révolution à venir ne sera peut-être pas rouge et noir, ça c'est pas mon problème. Mon problème, c'est d'éviter que toi et tes copains ne la fassiez une fois de plus échouer.

Quand tu verras Chérèque, n'oublie pas de lui souhaiter bonsoir et bonne nuit de ma part. **F.**

1. *Libération* du 18 août 2003.

À l'ombre du Vaaag

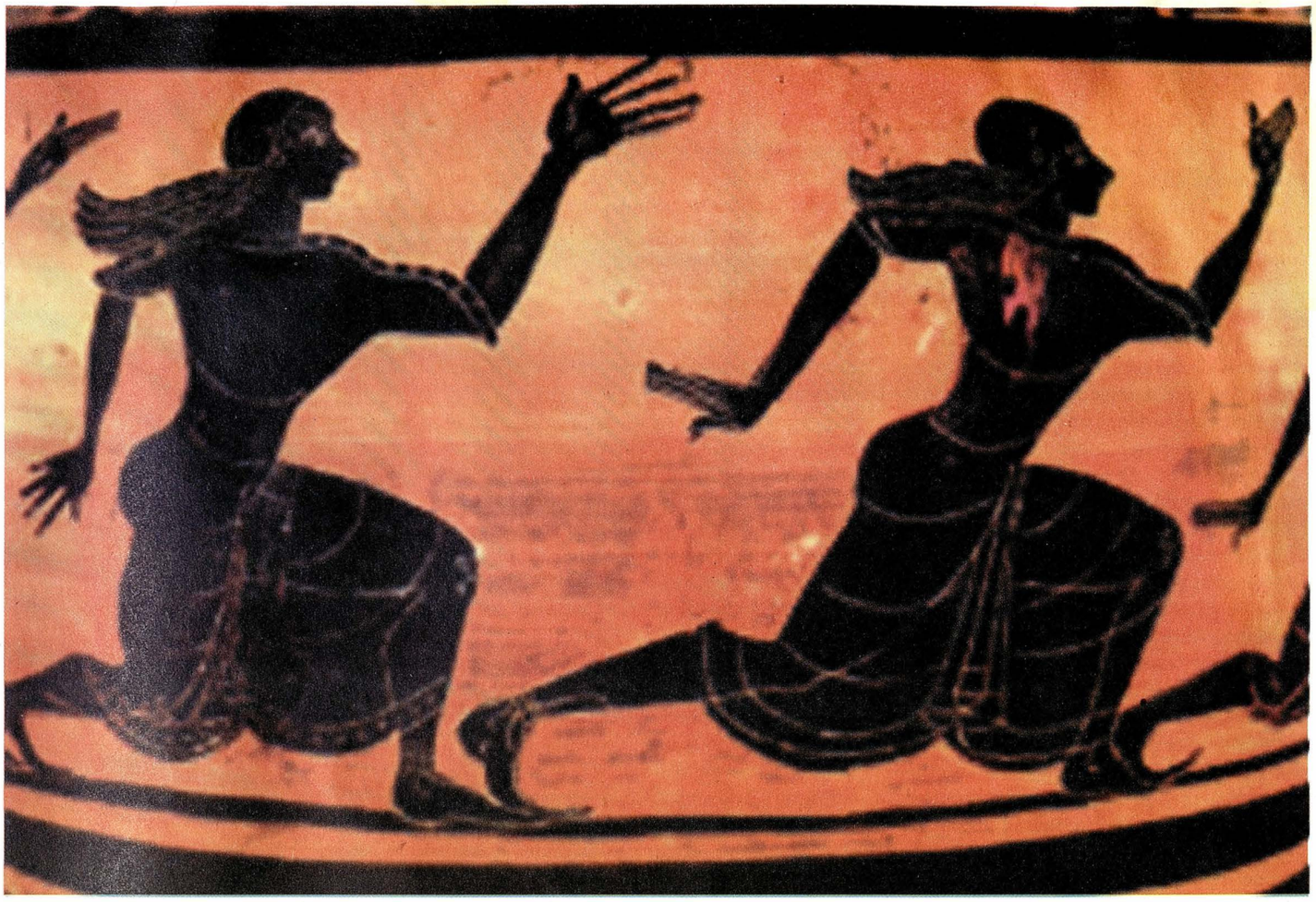
retour sur le Point G

Francis Dupuis-Déri

La vie au Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (Vaaag) fut une expérience exaltante et porteuse d'espoir. En marge du G8 retranché à Évian, des milliers d'anarchistes de diverses sensibilités se sont retrouvés quelques jours à Annemasse pour discuter et débattre de problèmes, d'expériences, de solutions, et pour mener des actions collectives. Malgré des ratés évidents sur plusieurs fronts, il faisait bon en être. Mais l'expérience du Vaaag indique également que le milieu militant doit se poser très sérieusement des questions au sujet des femmes en général et du sexisme en particulier. Certes, de très nombreuses femmes se sont investies à fond dans le Vaaag, se portant volontaires pour l'exécution de tâches diverses, prenant la parole en assemblée ou lors des débats, participant aux actions, organisant des comités, etc.. Il serait faux de dire que les femmes n'avaient uniquement qu'un rôle subordonné ; faux également de prétendre que tous les militants anarchistes français sont sexistes ; mais il serait également faux de dire que le Vaaag était un lieu d'égalité parfaite entre les hommes et les femmes. À titre d'exemple, les hommes prenaient plus souvent que les femmes la parole lors des assemblées publiques. Quant aux réactions exprimées au sujet de nos voisines de Point G, le village non mixte, elles étaient révélatrices d'un malaise profond au sein du milieu libertaire français.

Ceux et celles qui auront pris le temps de rester quelque temps près de la frontière séparant les deux camps auront certainement fait le même constat que moi : le Point G suscitait de très nombreux commentaires, presque tous négatifs, exprimés sur le ton du sarcasme, de la critique ouverte, ou de l'humour douteux. Au risque de trop simplifier, disons que les attaques consistaient à condamner le Point G pour sa logique d'exclusion, pour son sexisme à l'égard des hommes. Ces attaques reposaient implicitement ou explicitement sur une vision universaliste (même « républicaine ») mais individualiste, et sur l'idée que le Vaaag était pour sa part un lieux ouvert, inclusif et antisexiste, ce qui devait par principe permettre à chaque femme présente d'être l'égale des hommes. C'était donc le Point G qui posait problème, et non un hypothétique sexisme ambiant au Vaaag.

Certes, le Vaaag se déclarait officiellement en lutte contre le patriarcat : dans ses documents d'information et dans sa charte, le patriarcat était désigné comme un ennemi. Mais il ne s'agit pas de se réclamer d'une lutte ou de revendiquer une étiquette – « antipatriarcal » – pour que la lutte soit gagnée. Il faut aussi agir en conséquence. Dans les faits, l'antipatriarcat était clairement un front très secondaire pour nombre de participants au Vaaag. Je n'ai entendu personne au Vaaag, par exemple, s'insurger contre le fait que le G8 était non mixte et ne comptait que des hommes. Et il y a fort à parier qu'à celle ou celui qui y aurait vu un problème, on aurait répondu : « Le pouvoir corrompt, et des femmes qui siégeraient au G8 seraient tout aussi illégitimes et dangereuses » (l'exemple



de Margaret Thatcher aurait sans doute été brandi avec un sourire victorieux). S'il y a une grande part de vérité dans cette réponse, elle n'en relègue pas moins une fois de plus la question de l'antisexisme à un ordre secondaire. Mais l'objectif des libertaires n'est évidemment pas de réformer le G8, il s'agit plutôt de l'abolir…

Les réactions critiques à l'égard du Point G posent un problème plus important, puisqu'elles concernent la dynamique interne du milieu militant anarchiste français. Plutôt que de voir le Point G comme une invitation à se questionner sur les pratiques et l'ambiance internes au Vaaag en matière de sexisme, il a semblé plus facile et très rassurant de faire porter le blâme sur l'« autre », et d'affirmer que s'étaient les féministes du Point G qui avaient un problème et qui posaient problème. Bref, si en 2003 des femmes sentent encore et toujours le besoin de se retrouver temporairement dans un lieu non mixte, ce serait en raison d'erreurs logiques et politiques du féminisme, et certainement pas en raison d'un certain sexisme ambiant au Vaaag, d'ailleurs autoproclamé antipatriarcal et donc inclusif par définition…

Pourtant, le Vaaag était tout sauf un lieu d'ouverture universaliste et de pluralisme. Des représentants du FN, mais même de la LCR ou d'Attac s'affichant comme tel n'auraient pas été mieux accueillis au Vaaag que les hommes au Point G, et c'est pour cela qu'il y a eu trois villages : le Vaaag, le Vig et le Point G. Le Vaaag était donc conçu lui-même comme un lieu « non mixte » éphémère où des libertaires pouvaient enfin se rencontrer entre eux pour discuter, échanger et agir. Ce même Vaaag ne peut donc se donner en exemple pour convaincre les féministes du Point G de la futilité des rencontres à huis clos. Ces rencontres fermées entre anarchistes ou entre femmes (ou entre ouvriers, afro-américains, homosexuels, étudiants, etc.) relèvent d'une longue histoire de groupes minoritaires et/ou dominés qui pratiquent ce que l'on nomme aux États-Unis l'« empowerment », c'est-à-dire un processus qui permet de développer un pouvoir individuel et collectif. En se retrouvant ensemble, des individus jusqu'alors plus où moins isolés dans un monde qui leur est hostile peuvent enfin partager en toute honnêteté leurs expériences, leurs rages et leurs désirs. Ces personnes peuvent identifier collectivement des problèmes, des solutions, des tactiques et des stratégies en fonction de leur lecture du monde, elles peuvent prendre pleinement conscience qu'elles appartiennent à une communauté en lutte et ainsi développer des réseaux forts de solidarité, et qui peuvent plus facilement (apprendre à) prendre la parole en public, parole trop souvent manipulée, déterminée, voire monopolisée, par les individus appartenant à des groupes dominants. Ces rencontres non mixtes sont donc utiles pour développer des compétences communicationnelles si importantes en démocratie directe. Les rencontres non mixtes qui favorisent l'« empowerment » permettent enfin à des individus et à des groupes de revenir dans le monde commun – car tel est l'objectif ultime, sauf en de très rares exceptions – et d'y faire entendre leur voix.

Mais la grande majorité des anarchistes français semble considérer avec méfiance tout ce qui touche les politiques et les luttes « identitaires » (oubliant d'ailleurs qu'il y a une identité ouvrière, une identité anarchiste, etc.). Certains semblent même incapables de donner un sens politique à un déséquilibre des plus évidents dans la « culture » anarcho-punk, soit le nombre si réduit de femmes qui participent aux danses collectives (dites « pogo », « slam » ou « trash »), lors des concerts de musique punk. Sur le plancher de danse, les corps cherchent alors la joie du contact brutal, et ils s'entrechoquent joyeusement. J'aime cette danse, que je pratique moi-même allégrement. Mais si les danseurs sont généralement solidaires envers celui qui tombe ou perd ses lunettes, il devrait être évident aux yeux du premier observateur venu que les personnes ayant un gabarit plus petit que la moyenne doivent être dotées d'une bonne dose de courage pour se lancer dans la danse. Or, comble de l'absurde et de l'aveuglement, il a été déploré lors de la réunion bilan des divers comités organisateurs du Vaaag, qu'une douzaine de femmes – sans doute du Point G – se soient formées en contingent pour danser en bloc, lors d'un spectacle sous le grand chapiteau. Elles auraient dansé « de façon trop agressive ». On pense qu'il s'agit d'une mauvaise blague, d'un cauchemar logique… Mais non. Cette accusation relève d'un simple et banal aveuglement,

typique d'un membre d'un groupe dominant qui est incapable de réaliser l'évidence – que les dominées sont si souvent exclues formellement et informellement de nombreuses pratiques culturelles – et qui ne pardonne pas aux dominées de s'organiser collectivement pour faciliter leur participation, leur intégration. Encore une fois, on dit aux femmes que nous sommes solidaires de leur lutte d'émancipation, mais elles doivent lutter individuellement et n'utiliser que la seule force de votre caractère. Ne lutter surtout pas collectivement, car alors vous adopteriez une attitude d'exclusion et discriminante... Que quelques femmes s'organisent ensemble pour s'intégrer – collectivement – à une fête sur un plancher de danse où il y a de la place pour tout le monde et où les femmes sont généralement exclues de facto, et voilà des hommes qui s'insurgent, qui s'inquiètent, qui critiquent, qui se sentent agressés.

Le Vaaag et le milieu libertaire doivent savoir se doter de moyens pour réfléchir collectivement au sexisme en leur propre sein. Il faut surtout cesser de céder au réflexe facile d'accuser l'« autre », et accepter de réfléchir à ses propres pratiques. En terme procéduriers, il serait intéressant, par exemple, que les divers groupes militants s'auto-analysent en évaluant plus ou moins formellement quel est le pourcentage de femmes militantes dans leur groupe, quelles tâches font-elles principalement, en quel nombre sont-elles présentes lors de rencontres intergroupes (les délégués), combien d'entre elles prennent la parole, combien de fois et en quelle circonstance (les femmes parlent-elles pour avancer des idées et débattre de questions de fond, lancer des propositions, ou simplement pour répéter ce que des hommes ont dit avant elles, pour poser des questions ou pour donner de l'information ?). Les camarades auraient très certainement la surprise de constater d'étonnants clivages entre les hommes et les femmes, avantageant très souvent les premiers au détriment des secondes. Dans un processus de prise de décision libertaire, le pouvoir se love dans la parole. Conséquence, ceux et celles qui ne parlent pas – les sans-voix – ou très peu disposent nécessairement de moins de puissance que ceux et celles qui s'expriment.

Il est rassurant de penser qu'il s'agit là de questions de trait de caractère, ou dire que l'on connaît des femmes qui parlent beaucoup et des hommes timides. Un tel individualisme est pourtant en rupture complète avec une attitude qui consiste à concevoir les luttes à mener – contre le capitalisme, la guerre, le racisme – comme relevant de l'action collective, et non pas seulement des simples efforts et mérites des individus. Une fois constaté le sexisme ambiant, des pratiques et des procédures volontaires et collectives doivent venir tenter de rééquilibrer les pouvoirs informels au sein du milieu militant : alternance de parole homme/femme, par exemple, parité homme/femme dans les rôles de modération d'assemblées ou dans les délégations auprès d'autres groupes ou des médias, mise sur pied de groupes de réflexion et comité de lutte antisexiste, et même, possiblement, création d'espaces non mixte femmes ou hommes.

L'enjeu de l'antisexisme est complexe et il ne s'agit pas ici d'embrasser l'ensemble des problèmes, des solutions et des contradictions, ni surtout de conclure que tous les anarchiste français sont sexistes (ce qui est faux, évidemment) ou encore que le Point G était un lieu exempt de ratés, problèmes et faiblesses. Il faut plutôt répéter l'évidence : la lutte féministe reste un front considéré encore aujourd'hui comme secondaire chez les libertaires, quand elle ne fait pas tout simplement sourire, voire rire. Les revendications des femmes ont toujours été un sujet de moqueries méprisantes aussi bien dans les parlements que dans les assemblées militantes libertaires. On se fend la gueule, on se tape sur les cuisses, on laisse même aller une blague grivoise (au nom de la liberté d'expression), puis on passe à un autre sujet...

Je me suis aussi désolé, dans un premier temps, qu'il n'y ait pas eu d'événements formelles où les habitants du Vaaag et celles du Point G auraient pu discuter, échanger, débattre. Mais après quelques discussions au sujet du Point G avec des militants du Vaaag, j'ai rapidement compris la réticence des féministes à s'engager dans un tel processus, qui n'aurait été qu'une occasion pour de trop nombreux anarchistes de venir critiquer et attaquer les féministes, sans aucune intention d'écouter leur point de vue. Les frontières n'existent pas seulement entre les villages, elles existent aussi dans les têtes et les cœurs.

Dernier commentaire : le Point G n'était pas la douce moitié du Vaaag, il s'agissait d'un espace autonome, indépendant. Vouloir soumettre le Point G aux principes de la charte du Vaaag relèverait d'une volonté impérialiste. D'ailleurs, selon les documents explicatifs du Vaaag, le village alternatif incarnait la « volonté de créer d'autres espaces contrant toutes les formes de dominations (patriarcale, économique, sociale) ».

On pouvait aussi y lire qu'« il est temps que *les exploité-e-s reprennent les choses en main* et redéfinissent d'autres voies que celles d'une croissance indéfinie et destructrice de la nature et alternative à celle d'un travail hiérarchisé et basé sur *de multiples dominations* – sur les peuples, sur *les femmes*, sur la nature ou encore sur les enfants » (je souligne). « Créer un autre espace », « reprendre les choses en main », voilà précisément ce que les camarades féministes du Point G ont fait en se constituant en village non mixte. C'est ce que de trop nombreux camarades du Vaaag ne leur ont pas pardonné. Il est toujours plus facile de faire porter l'odieux aux voisines, plutôt que de constater les problèmes qui règnent chez-soi. Je regrette quant à moi que les camarades du Point G n'aient pas été plus nombreuses.

F. D.-D.

Le vocabulaire des cognes

Dans un contexte sarkozien de plus en plus policé, Maurice Rajfus nous envoie son nouvel essai intitulé *le Vocabulaire policier.* Il retrace l'évolution péjorative du langage des pandores, depuis mai 1968. En effet, si le verbe policier a toujours rimé avec grossièreté, il ne s'est pas amélioré au fil des années. Il s'est même enrichi d'expressions de plus en plus insultantes, racistes, vulgaires et sexistes.

L'AUTEUR NOUS RAPPELLE, au début de l'ouvrage, que « l'injure est devenue une banalité, une habitude, pour ne pas dire une seconde nature, du policier ordinaire ». Or, un individu injurié perd rapidement son statut d'être humain pour se transformer en objet de mépris et d'humiliation. Une violence en entraînant une autre, il est naturellement plutôt déconseillé de riposter, afin d'éviter l'enclenchement d'une spirale infernale, où le gagnant est en général, celui qui se tient du côté de la matraque…

Maurice Rajfus dresse l'inventaire des lois tirées du Code de déontologie de la police, édicté en 1986, censé nous protéger des abus de pouvoir et surtout de langage, « éructés » par la gente armée. Les décrets se suivent, mais ne sont que rarement appliqués, en ce qui concerne le respect dû aux individus. Il renvoie, de fait, le policier hors du champ de la loi qu'il est censé, au départ, faire respecter.

Les bavures injurieuses, parvenues à la presse quotidienne française grâce aux témoins, ne représentent qu'un maigre échantillon, dans la mesure où victimes et témoins ne se confient pas forcément aux journalistes (et encore moins à la police). Elles sont classées chronologiquement par catégorie, de mai 1968 à nos jours. Il nous a été particulièrement difficile de choisir les pires, tellement le choix est vaste et complexe, parmi une constante médiocrité et une récurrente (F) haine de base.

La catégorie des insultes racistes est la plus imposante. Elle prend racine dans les années soixante-dix avec les incontournables: « Achève-le, c'est un raton », ou: « Si Hitler était encore là, il y aurait eu de quoi brûler, dans cet appartement. » Ou encore: « Un Noir, ça pue », ou bien: « Ma parole, vous l'avez trempée dans le couscous, cette licence. » Les années suivantes trahissent également les remontées de la guerre d'Algérie et de la colonisation avec des: « J'ai tiré le bicot comme un lapin », « Les singes, c'est fait pour mettre en cage » et autres: « Votre nom, c'est juif ou arabe? », etc.

Au chapitre des insultes ordinaires, on trouve du: « Sales pédés, nids à sida, vous êtes tous contaminés » au: « Lèche mes bottes! », jusqu'au: « Barrez-vous ou je vous gaze tous », « Sales chômeurs, parasites de la société. » Ou encore, en guise de conclusion policière: « C'est nous la loi, on fait tout ce qu'on veut et on a tous les droits. »

Les propos sexistes s'adressent en priorité aux femmes de couleur, avec des: « Va te coucher, salope » ou encore: « C'est une salope: elle est mariée avec un bougnoule », voire: « Vous les femmes arabes, vous êtes les déchets de la société » et, en guise de bouquet, un condensé: « Morue, salope, putain, connasse, va te faire foutre. » La nostalgie des « bonnes heures de la Résistance de la dernière heure » n'est pas non plus épargnée: « On va te faire défiler dans les rues de Paris, à poil », etc.

Enfin, c'est bien connu, comme les adhérents du FHaine, les policiers n'aiment pas les journalistes. La liste des « fouille-merde » brutalisés et injuriés lors des manifs serait trop longue à égrainer, mais elle se trouve en bonne position et bien mise en évidence dans l'ouvrage.

Si tous les policiers n'abusent pas de l'injure, nombreux sont ceux qui la justifie, en tant que « discours moraliste », se sachant couverts par leur uniforme et leur statut. Pourtant, cette pure méchanceté gratuite, se transforme rapidement en haine, lorsqu'il s'agit de jeunes issus de l'immigration maghrébine. Mauvaises habitudes, acquises par les anciens, durant la guerre d'Algérie et autres colonisations et transmises depuis dans les rangs de la police de base.

Et pourtant, les mots violents, qui complètent ou précèdent les gestes brutaux, font partie du système répressif, sont acceptés par la hiérarchie, voire y sont préconisés. En effet, il est admis, aujourd'hui en France, que le policier parle plus rudement à un individu qu'à son propre chien… policier. Maurice Rajfus termine le petit volume par une question essentielle: « Comment le même policier s'adresse à ses proches, une fois qu'il a ôté son uniforme? »

Patrick Schindler

Le Vocabulaire policier, Maurice Rajfus. éditions l'Esprit frappeur, 2 euros, en vente prochainement à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, et dans toutes les bonnes librairies de la Fédération anarchiste.

agenda

Vendredi 3 octobre
Houilles

Rencontre autour de livres et de publications anarchistes, à 20h30 salle Michelet, place Michelet, organisé par la Cratique sociale.

Samedi 4 octobre
Marseille

Conférence-débat organisée par le CIRA: *Enrico Baj: l'or, l'art, les anars,* avec Jean-Manuel Traimond, à 15 heures, 3, rue Saint-Dominique.

Mercredi 8 octobre
Paris 7e

Rassemblement des chômeurs et précaires en lutte, à 14 heures, devant le Medef, 55, re Bosquet, M° École-militaire. À l'appel de l'Apeis.

10, 11 et 12 octobre
La-Vielle-Valette (30)

Festival de rue: cirque théâtre, concerts, performances et prix libre.

Lundi 13 octobre
Louvain-la-Neuve

Concert avec Urban Blight (solo punk action), au squat 111, 111, rue de la Baraque.

Paris 19e

Procès pénal des Frog pubs pour non paiement des heures supplémentaires. Rendez-vous à 9h30 au tribunal de police, 11, rue de Cambrai, M° Corentin-Carriou, pour soutenir les syndicalistes CNT.

Vincenne

Journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques, au Centre culturel Georges-Pompidou, 142, rue de Fontenay, de 18h30 à 23h30. Chants et danses traditionnels des Indiens des plaines par le groupe The Boyz, de Minneapolis, interventions par des délégués amérindiens, librairie amérindienne, tables de presse, artisanat, etc. Organisé par Nitassinan.

Mardi 14 octobre
Montrouge

Concert avec Urban Blight (solo punk action), au squat Montrouge-qui-tache, 63, ave Pierre-Brossolette.

Vendredi 17 octobre
Lyon 1er

Exposition de collages et de publicités sexistes à la Plume-noire, 19, rue Pierre-Blanc, jusqu'au 25 octobre: *Images sexistes: un matraquage quotidien pour l'imposition des genres.* Inauguration de l'exposition et débat *Images sexistes et construction des genres,* à 21 heures au Café libertaire (même adresse).

Ypres

Concert avec Urban Blight (solo punk action), au Vort'n'Vis, Sint-Jacobstraat, 3.

Samedi 18 octobre
Laon

Concert de l'Attirail à la Maison des arts et loisirs, à 20h45. Paf: 11 euros. Organisé par le Loup noir.

Lille

Concert avec Urban Blight (solo punk action), au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar.

Vendredi 24 octobre
Lyon 1er

Vidéo *Un an de lutte contre le publisexisme*, à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (exposition visible durant les permanences.

Radio libertaire

Jeudi 2 octobre
Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, échos du Congrès des pacifistes et résistances à l'esprit de défense.

Dimanche 5 octobre
Chants/Contrechamps: de 15h30 à 18h30, Un compte-rendu du dernier Festival du film américain indépendant de Deauville. Une sélection critique des films du mois. Un hommage à Marc Robine, chanteur à texte récemment disparu.

Lundi 6 octobre
Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, pour les quarante ans de la mort de Jean Cocteau (première partie), un entretien avec Edouard Dermit, compagnon et héritier de Cocteau, et avec Claude Arnaud, auteur d'une biographie de Jean Cocteau.

Ondes de choc: de 18 heures à 20 heures, la compagnie Jérome Thomas (jonglage) pour Cirque Lili (Théâtre de la Commune), Milkday (Théâtre 71), et Gaspard La nuit (chanteur) pour une série de concerts, Franck Jalon pour parler d'une nouvelle collection « Fait et causes » (10/18)

Mercredi 8 octobre
Blues en liberté: de10h30 à 12 heures, Texas Alexander, le géant du blues texan

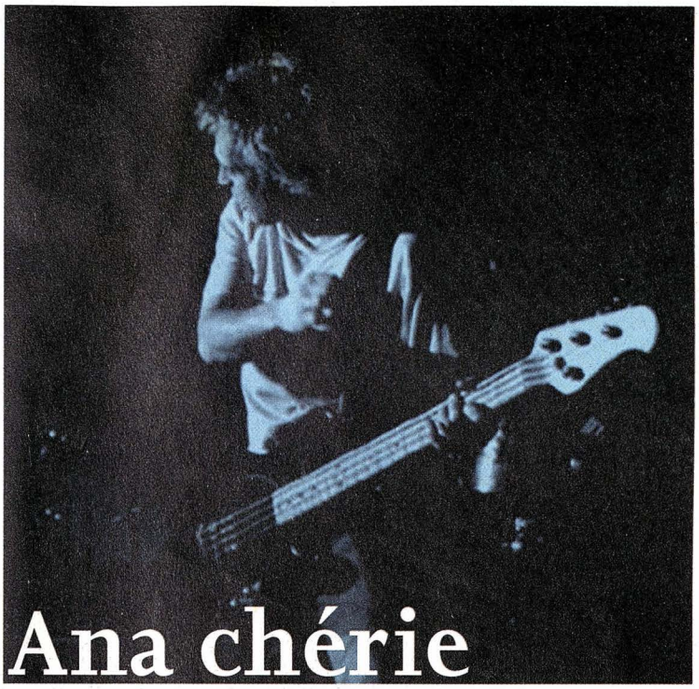
Femmes libres: de 18h30 à20h30, à propos de l'assemblée européenne des femmes du 12 novembre prochain avec Anne L. et Nelly M. de la Marche des Femmes.

Jeudi 9 octobre
Si vis pacem: de 18 heures à19 h30, les éditions Bérénice, bastion de l'insoumission active. Invité: Francis Wladimir.

Lundi 13 octobre
Ondes de choc: de 16 heures à 18 heures, la revue *la Nef de fous*, Albert Russo, écrivain.

Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, pour les quarante ans de la mort de Jean Cocteau (Deuxième partie).

89,4 MHz
en région parisienne



Ana chérie

Lutin bleu
lutinbleu.com

Nous commencerons par un immense feu de joie
Où nous brûlerons le passé et tous les trucs idiots
Le pognon, les passeports, les casiers judiciaires,
Les carnets de notes, les uniformes et les drapeaux.

Et puis on ira faire le plein de tout, histoire de rétablir l'équilibre
Un peu de luxe, ça nous empêchera pas de vivre, c'est sûr
Et ça nous fera des sujets de conversation avec les bourgeois
À qui on avait juste envie de tordre le cou jusque-là.

Ana chérie, Ana chérie.

Et c'est le ventre plein et le cœur léger qu'on ira au boulot.
Et voir un peu la gueule qu'ils ont quand ils se rendent utiles
Les petits chefs, les matons, les banquiers, les proprios
Les assureurs de tout, les flics et les vigiles.

Ana chérie, Ana chérie.

À ce propos, M. le maire, Mme le ministre, M. le député
Mme le préfet, M. le président de mon cul.
Vous qui ne savez rien faire, nous avons le regret
De vous annoncer que, ma foi, eh bien vous serez pendus…
(ah, suspendus, pardon.)

Ana chérie, Ana chérie.

Les dieux, les croyances, les gourous officiels et officieux
Seront rangés au rayon des reliques inutiles.
Au fin fond de vieux temples poussiéreux.
Transformés en musées des machins débiles.

Nous tâcherons de ne pas céder à la tentation
De régler quelques comptes à coups de dynamite
Mais faudra pas trop nous prendre pour des cons
La non-violence a tout de même ses limites.

Ana chérie, Ana chérie.

Putain d'usines !

Paroles ouvrières

La librairie du Monde libertaire annonce la couleur pour cette journée où on fête le livre. Notre compagnon Jean-Pierre Levaray, ouvrier et écrivain prolétarien (*Suzanna*, *Putain d'usine*, *Après le catastrophe*) sera notre invité pour son livre à paraître *Classe fantôme, chroniques ouvrières*.
Il y aura la projection du documentaire *Paroles de Bibs*, de Jocelyne Lemaire-Darnaud.
Dès midi, il y aura des stands militants, une information permanente sur le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste, une buvette et de quoi se restaurer. Les enfants pourront écouter des contes avec Catherine Bajot (interdit aux adultes, même tenus en laisse).

Dimanche 19 octobre
Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, Paris 11e, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire

Cette semaine au Forum

Jeudi 2 octobre, Chris.
Vendredi 3 octobre, Annick Roux. En levé de rideau, quatre chansons des Octaves.
Samedi 4 octobre, Rue de la muette. En levé de rideau, quatre chansons de Kalifa.
Mercredi 8 octobre, Jazz au Forum : Michel Martre trio.

Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine. Ouverture des portes à 19 heures, spectacle à 20 h 30. Entrée : 13 euros avec une consommation.

Astier et les frères Sakarine

À Paris

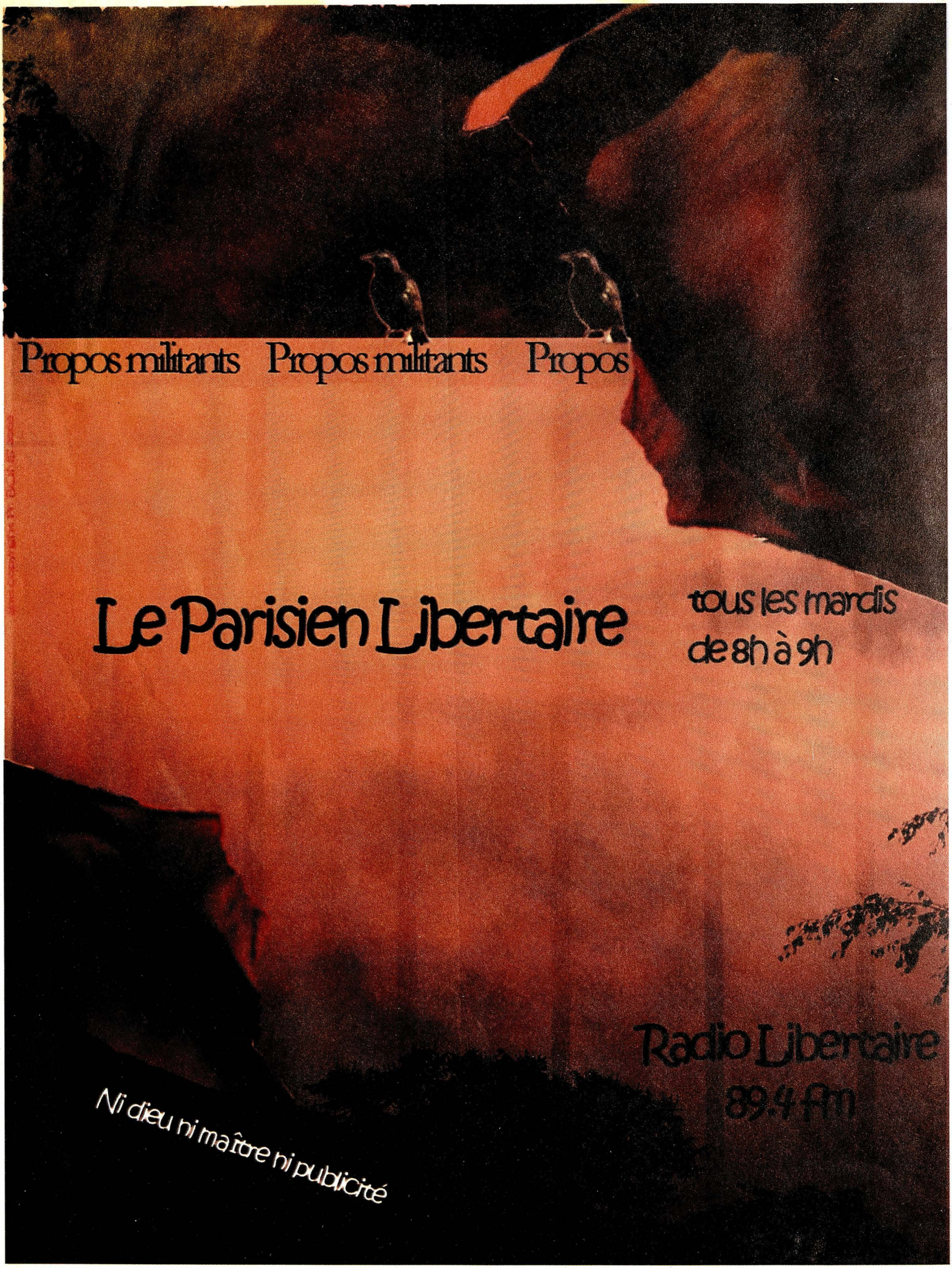
Samedi 4 octobre, vers minuit, espace En-cours, 56, rue de la Réunion, Paris 20e
jeudi 6 novembre, 20 h 30, péniche El-Alamein, port de la Gare, quai François-Mauriac, Paris 13e

À Marseille

Vendredi 21 novembre, à l'Oiseau qui chante, à 20 h 30.
Tél. : 04 96 12 00 46

Bordeaux

Les militants du Cercle Jean-Barrué vendent *le Monde libertaire* tous les dimanches de 10 heures à 12 heures place Saint-Michel.



Montage : M. Frédéric